

API 6999

Mémoire

**Analyse critique du paysage de la sécurité et évaluation des
politiques en matière de prévention du terrorisme en Afrique
de l'Ouest : cas du Burkina Faso**

Sous la direction de :

Marie-Eve Desrosiers

Présenté par :

Laure Dakuyo

0300234028



Mémoire soumis à l'Université d'Ottawa

**Dans le cadre des exigences du programme de
Maîtrise en affaires publiques et internationales.**

A ma mère, Ilboudo Yvonne, pour le soutien incommensurable, pour avoir cru en moi,

pour avoir été ma source d'inspiration.

Je dédie ce mémoire.

Un grand merci au professeure Marie-Eve Desrosiers pour ses apports et sa grande disponibilité à m'accompagner dans la rédaction de ce mémoire. Sa minutie a été indispensablement pour moi un atout dans l'achèvement de ce travail.

Pour terminer, une pensée pour toute ces familles qui ont été touchées de près ou de loin par le terrorisme à travers le monde, et spécialement dans mon pays, le Burkina Faso.

RÉSUMÉ

Depuis plusieurs années, les pays de l’Afrique de l’Ouest dont le Burkina Faso, sont confrontés à des questions de sécurité et à l’extrémisme violent. Ces enjeux ont induit les acteurs étatiques burkinabè à la mise en place plusieurs politiques en matière de lutte contre le terrorisme sur l’étendue du territoire. Cependant, ces mesures ne luttent pas avec efficacité contre le terrorisme. Ce manque d’efficacité s’explique essentiellement par les obstacles et les réalités rencontrés d’abord dans la région sahélienne et plus particulièrement sur le territoire du Burkina Faso. En effet, pour lutter contre le terrorisme, il est nécessaire de tenir compte des spécificités dans l’élaboration des stratégies de lutte pertinentes. Ces spécificités qui attisent et réduisent l’efficacité de cette lutte sont surtout liées à la pauvreté, la marginalisation, et la corruption. Avec ce constat, il faudrait repenser ces stratégies de lutte contre le terrorisme, tout en procédant à un véritable remaniement de l’État.

Table des matières

Résumé.....	3
Introduction.....	6
Chapitre 1 : Revue de littérature	9
I. Revue de littérature et définition du terrorisme	9
a. Djihadisme : Les fondements d'une idéologie mondiale	16
b. Origine du djihadisme en Afrique de l'Ouest	17
Chapitre 2 : Cadre théorique, questions et méthodologie	20
Chapitre 3 : Mise en contexte : émergence de la crise terroriste au Burkina Faso et évolution et tendances de la crise terroriste	26
A. Les groupes terroristes leaders	28
a. AL QAEDA.....	29
b. DAECH.....	30
B. Les mouvements djihadistes au Burkina Faso.....	32
a. Le groupe Ansaroul Islam	32
b. Le groupe de soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM)	33
c. L'état islamique au grand Sahara (EIGS)/ état islamique en Afrique de l'Ouest (EIAO)	34
d. La coopération entre les mouvements djihadistes	35
C. Le déploiement des djihadistes	35
a. Dans la région de l'Est	35
b. Dans la région de l'Ouest	36
Chapitre4 : Mécanismes de lutte contre le terrorisme	38
A. Les réponses militaires	38
B. Les réponses non-militaires	40
C. La mobilisation des populations locales.....	44
a. Les milices koglweegos	44
b. Les volontaires pour la défense	45
c. Les groupes Dozos	46
Chapitre 5 : Analyse et critiques	47

A. Mérites et insuffisances du dispositif sécuritaire au Burkina Faso ...	47
B. Limites des stratégies de lutte contre le terrorisme	52
Conclusion.....	58
Bibliographie.....	62

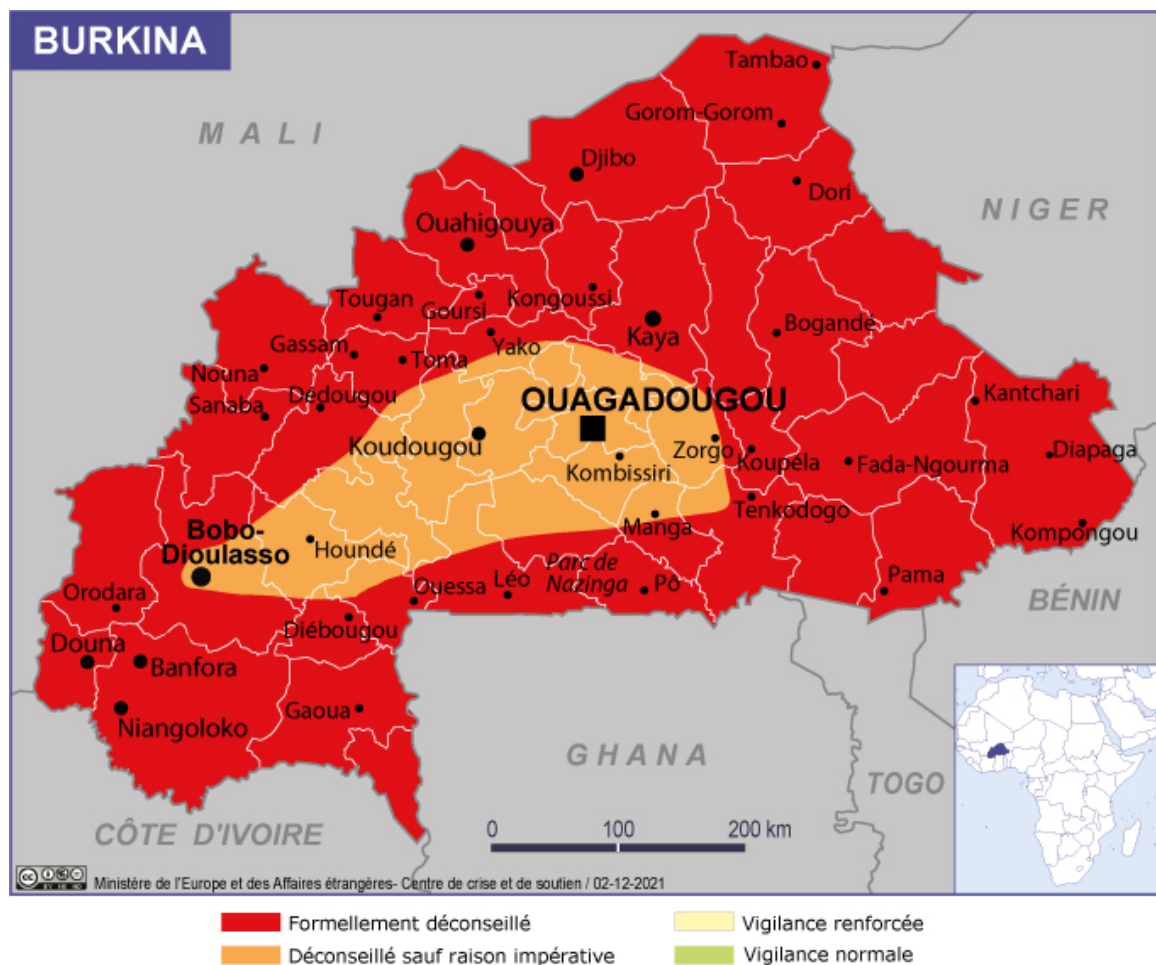
Introduction

Depuis une quinzaine d'années, de nombreuses régions d'Afrique connaissent un développement des mouvements jihadistes, notamment Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) dans la région sahélo-saharienne, Ansar al-Sharia et l'État islamique (EI) dans la région du Maghreb, Boko Haram dans la région du lac Tchad, Al-Shabaab dans la Corne de l'Afrique. Ces groupes ont mené de nombreuses attaques à l'origine de dizaines de milliers de victimes et du déplacement de millions de personnes.

Le Burkina Faso, pays continental en développement n'échappe pas à la fièvre et la douleur de l'extrémisme religieux. Le pays est situé au centre de l'Afrique de l'Ouest, à la lisière de la zone sahélienne. En raison de cette situation géographique, il fait frontière avec six autres pays et est à la croisée des chemins, à un carrefour de transit intense des personnes, des biens, des commerces et des trafics de tout genre. De ce fait, la question de la sécurité au Burkina Faso occupe une place de choix au sein des instances nationales. En effet, le Burkina Faso est en proie à de nombreux défis qui menacent sa stabilité politique, sociale et économique. Depuis quelques années, le pays est confronté à des questions de sécurité et à l'extrémisme violent. Plusieurs attaques terroristes ont endeuillé de nombreuses familles, ont fait des dégâts matériels, et ont affecté la vie socioéconomique dans la partie nord et dans la capitale Ouagadougou.

Après la chute du gouvernement de Blaise Compaoré en 2014, le pays entame une nouvelle ère de son histoire politique. Cette ère est également marquée par plusieurs attaques terroristes. En tant que menace mondiale, le terrorisme nécessite non seulement une réponse mondiale et globale, mais aussi une réponse nationale.

Devant une telle situation, l'État Burkinabé multiplie les mécanismes afin de contrer la menace, mais force est de constater que le phénomène prend de l'ampleur dans le pays, notamment dans les zones rurales entraînant ainsi le déplacement des populations vers la ville.



(Source : Ambassade de France au Burkina)

Une telle situation soulève des questions relatives à l'efficacité de ces mécanismes nationaux. En effet, on pourrait se poser les questions suivantes : Quelles sont les pratiques et méthodes de la lutte antiterroriste nationale au Burkina Faso ? Dans quelles mesures les acteurs peuvent-ils lutter efficacement contre le terrorisme au Burkina Faso et comment cela impacte la stabilité du pays?

Notre étude tentera de répondre aux questions ci-dessus, à savoir explorer les pratiques et méthodes de la lutte antiterroriste nationale, expliquer dans quelles mesures le gouvernement et ses collaborateurs peuvent lutter efficacement contre le terrorisme et, enfin, dire comment cela impacte sur la stabilité du pays.

Pour mieux aborder notre problématique, notre mémoire sera composée de trois parties.

La première partie nous aide à voir plus clair quant à l'ensemble des formes de terrorisme pertinentes à la compréhension de ce qui se passe au Burkina Faso. Pour cela, nous nous attèlerons dans cette première partie à une clarification des concepts clés du terrorisme, tout en donnant ses origines et fondements en Afrique de l'Ouest. Ensuite, il s'agira, à travers une chronologie, de donner le contexte d'émergence du terrorisme au Burkina, en prenant soin d'énumérer les djihadistes semant la terreur sur le territoire. Nous ferons enfin une revue du déploiement des terroristes sur l'étendue territoriale, des revendications et des cibles des attaques terroristes, et les impacts qu'ont ces dernières sur la société burkinabè.

La deuxième partie tournera autour du cœur même de notre question de recherche, à savoir les mécanismes nationaux de lutte contre le terrorisme. Pour mieux étayer cette partie, nous nous attarderons aux différentes réponses face au phénomène du terrorisme sur le territoire burkinabè à savoir les réponses militaires, non militaires, les mobilisations des populations locales etc.

Notre dernière partie sera centrée sur l'analyse et les critiques de ces mécanismes de lutte. En effet, cette section jette un coup d'œil critique aux réponses actuelles. Nous allons exposer les mérites, insuffisances du dispositif sécuritaire du pays, et terminer en soulignant les limites des stratégies de lutte contre le terrorisme au niveau national.

Chapitre 1 : Revue de littérature

I. Revue de littérature et définition du terrorisme

Les auteurs comme Gérard Chaliand et Arnaud Blin (2006) associe l'origine étymologique du terme « terroriste » au régime de la « terreur » de 1793-1794 avec l'action de Robespierre pendant la Révolution française. En effet, pour Robespierre, la seule façon de se défendre contre les « ennemis de la révolution » ou les « ennemis du peuple » était d'instaurer de la terreur. Les auteurs parlent donc de cette période comme celle de « l'invention moderne du terrorisme », tout en soulignant qu'avoir recourt à la terreur pour des fins politiques ou militaires n'est pas un phénomène consubstantiel ni intrinsèque à la Révolution française (Chaliand et Blin, 2006 : p.113-117). De manière similaire, selon Dispot, « Ceux qui les premiers dans l'Histoire ont été appelés terroristes, ce sont donc ces Conventionnels en mission en province qui aurait commis des excès dans la répression du royalisme et du fédéralisme, mais qui n'ont fait qu'appliquer avec un réalisme outrancier les consignes que leur donnait le pouvoir légal dirigeant la guerre civile depuis Paris » (1978, p.18).

Au cours des trente dernières années, peu d'avancées majeures ont été faites dans la compréhension et la définition du terrorisme (Merari 1991, p.89). La santé générale des études sur le sujet serait en effet plutôt mauvaise. Celles-ci ne parviendraient pas à produire des connaissances spécifiques, et surtout à se cumuler, c'est-à-dire à fournir des explications plus efficaces et plus sophistiquées de la réalité. Au contraire, elles ne réussiraient qu'à se contredire, et à remplacer un paradigme par un autre. Un constat semble faire la quasi-unanimité parmi les observateurs du champ des recherches sur le terrorisme : la qualité générale des connaissances produites est en-deçà du niveau des

sciences sociales, malgré la multiplication des études dans le domaine au cours des dernières années (Silke 2009; Stohl 2005). Asta Maskaliunaite fait exception : il estime que la qualité scientifique et l'apport théorique des études sur le terrorisme, évaluées individuellement, sont assez bons (2004, p.163). La recherche dans ce domaine souffre d'une série de maux qui paraissent se perpétuer, malgré un influx récent de nouveaux chercheurs et de ressources additionnelles. Andrew Silke résume cet état des lieux dans une phrase lapidaire : « Ultimately, terrorism research is not in a healthy state. It exists on a diet of fast-food research: quick, cheap, ready-to-hand and nutritionally dubious. » (2001, p.12).

Les analyses de la littérature scientifique sur le terrorisme s'attardent plus particulièrement sur la « structure intellectuelle du champ » (Reid et Chen 2007), à ses liens avec le milieu politique (Raphael 2009; Jackson 2009, ainsi qu'aux faiblesses faisant obstacle à sa progression (Silke 2001; 2004; 2009; Ranstorp 2009). Edna Reid, notamment, connue pour ses analyses bibliométriques des études sur le terrorisme, a écrit dans un article en collaboration avec Hsinchun Chen, cherche à comprendre l'influence relative des chercheurs, des affiliations institutionnelles, à identifier les sous-champs de publications, en utilisant l'approche de la « cartographie intégrée des connaissances » (integrated knowledge-mapping framework), c'est-à-dire une analyse de contenu et de citations (2007, p.42). Une telle recherche a des avantages descriptifs non négligeables, en revanche elle fournit une perspective d'analyse limitée sur l'évolution des connaissances. Andrew Silke (2001; 2004; 2009), mais aussi Magnus Ranstorp (2009), choisissent d'analyser uniquement les revues spécialisées afin d'évaluer la progression du domaine d'études, alors que Leonard Weinberg, Ami Pedahzur et Sivan Hirsch-Hoefler (2004) cherchent à

identifier des éléments de consensus dans la définition du terrorisme. Richard Jackson (2009) et Sam Raphael (2009) conduisent quant à eux des revues critiques d'une sélection d'études sur le terrorisme, alors qu'Alexander Georges (1991) choisit plutôt d'examiner un ouvrage central de cette littérature.

Définition du terrorisme

Avant le développement de notre analyse, il convient de définir le terme « terroriste » afin d'être sur la même longueur d'onde au cours de notre analyse. Sur la question du terrorisme il n'y a pas de consensus sur sa définition académique car les chercheurs n'arrivent pas à se mettre en accord sur une définition conventionnelle du terrorisme.

Les différents domaines tels que les sciences politiques, le droit, la psychologie ou les spécialistes des relations internationales ne s'alignent pas sur une définition commune du terrorisme (Davis, 2017, p.6-8). Le terrorisme est un phénomène qui revêt plusieurs qui se complexifient au cours des années. De ce fait aucun cadre existant ne permet de le définir totalement. Il en résulte donc une conceptualisation subjective dans chaque domaine d'étude. De plus, étant souvent utilisés dans un cadre politique, le terrorisme et les définitions qui l'englobent sont intrinsèquement influencés par les opinions des victimes et de la société (Davis, 2017, p.7). Or, cette définition purement politique du terrorisme a tendance à étouffer celle que donne les acteurs qui s'y intéressent. Walter Laqueur faisait le constat il y a près de 30 ans dans son ouvrage intitulé le terrorisme (Laqueur, 1979, p.292). Selon lui, une définition du terrorisme politique qui dépasse la simple constatation de l'emploi systématique du meurtre, des coups et blessures et sabotages, ou les menaces

de ces actes en vue de parvenir à des fins politiques, risque de soulever forcément d'interminables controverses.

Une des raisons aussi de la difficulté à donner une définition commune à ce phénomène réside dans son caractère évolutif et changeant. En effet, l'idéologie générale derrière le terrorisme est peut-être la même, c'est-à-dire lutter contre les mécréants, mais souvent il est difficile de saisir celle derrière chaque mouvement terroriste et de les analyser de manière à avoir une vision plus générale et une définition acceptée de tous. Cependant, il existe plusieurs similitudes entre les organisations terroristes car on assiste à une violence similaire à travers l'usage de la force, qui est commune à chacune, qu'elle soit d'ordre idéologique, religieuse ou politique.

Pour notre mémoire, nous avons fait le choix de nous baser sur la définition d'Arnaud Blin (2005 p.19), plutôt très militarisée du terrorisme. En effet, selon la définition du terrorisme de Blin, nous retenons que l'auteur considère un acte terroriste comme une action violente entreprise généralement par un individu ou un groupuscule non étatique, dans un but presque toujours politique, contre des cibles non discriminées, avec des moyens limités, et dont la particularité est de produire un climat de terreur où les effets psychologiques sont hors de proportion avec les résultats physiques qui découlent d'un tel acte.

Approches pour étudier le terrorisme

Dans la littérature sur le terrorisme, nous distinguons deux grandes approches théoriques. La première, plutôt classique, dont les défenseurs sont entre autres John Horgan (2014), Michael J. Boyle (2019), est celle du Terrorism Studies qui se focalise sur l'étymologie du mot en « terrorisme ». Elle inclut également des auteurs comme Gerard Chaliand et Arnaud

Blin (2006). Dans son ouvrage intitulé *The psychology of terrorism*, John G Horgan attribue au terrorisme un caractère immoral et irrationnel (2014, p.60). L'approche classique se focalise aussi sur l'acteur terroriste pour tenter de comprendre ses motivations et son mode d'organisation.

La deuxième approche, le Critical Terrorism Studies, (Georges 1991; Zulaika et Douglass 1996; Tilly 2004; Oberschall 2004) tente d'approfondir la compréhension traditionnelle du terrorisme en soutenant que le terrorisme est à la fois un fait matériel, une construction socio-politique, et un phénomène dont la compréhension est indétachable des rapports sociaux de pouvoir. Cela signifie que le terrorisme n'a pas de sens intrinsèque car toute conception du terme est sujette à changement au cours des différentes époques socio-historiques.

Dans son ouvrage intitulé *The Theory and Practice of Emancipatory Counter Terrorism*, Sondre Lindahl (2017), soutient que la littérature traditionnelle sur le terrorisme est un exemple de réalisme parce qu'elle comprend le terrorisme comme un fait ontologiquement stable, qui peut être isolé de son contexte social, économique, politique et historique. Au contraire, la théorie critique est constructiviste parce qu'elle s'intéresse à la façon dont les individus construisent socialement le monde qui les entoure.

La montée du terrorisme moderne faisant de nombreuses victimes a accordé une énorme importance existentielle à l'élaboration de stratégies antiterroristes efficaces. Bien qu'il n'existe pas de sécurité parfaite contre le terrorisme, la réduction de l'ampleur et de la portée des attaques et l'affaiblissement ou l'élimination de groupes exigent une élaboration de politiques habiles et réfléchies. Fondamentalement, l'objectif du contre-terrorisme est

d'affaiblir la capacité de frappe des organisations terroristes et de saper leur base de soutien. Le terrorism studies et le critical terrorism studies ont une conception différente des mesures de lutte contre la violence terroriste.

Pour les chercheurs du terrorism studies, les mesures de lutte efficaces contre le terrorisme doivent donner lieu à l'utilisation de la force militaire pour appréhender et éliminer toutes les menaces et actions terroristes. Les partisans de cette approche, notamment Ami Pedahzur et Magnus Ranstorp dans leur ouvrage intitulé *a Tertiary Model for Countering Terrorism in Liberal Democracies: The Case of Israël Terrorism and Political Violence*, (2001, p.20) soutiennent qu'elle permet aux États de prendre des mesures unilatérales contre des suspects ou des militants terroristes et qu'elle est considérée comme une stratégie légitime en vertu du droit inhérent à l'autodéfense du droit international. Selon ces chercheurs, la force militaire dissuade l'ennemi de poursuivre ses actions (Pedahzur et Ranstorp, 2001).

Les chercheurs du critical terrorism studies, comme Lindahl, quant à eux suggèrent que les politiques de lutte contre le terrorisme devraient refléter la complexité du terrorisme en comprenant, puis en s'attaquant aux causes de l'extrémisme politique par le biais de stratégies fondées sur la compassion et l'empathie, tout en restant ouverts à un examen constant (Zulaika et Douglass, 1996). Ils espèrent empêcher toute idée ou valeur de devenir trop rigide pour étouffer les points de vue opposés ou alternatifs du discours public. Selon eux, les mesures antiterroristes violentes contemporaines prônées par le terrorism studies ne sont pas sécurisantes. Par conséquent, ils exhortent les États à réorienter leur approche antiterroriste vers une approche qui emploie des moyens émancipateurs (non violents et

centrés sur l'humain) pour atteindre leur objectif de vaincre la violence terroriste d'une manière plus holistique et durable (Oberschall ,2004).

Selon le critical terrorism studies, la littérature traditionnelle sur le terrorisme perçoit le terrorisme comme une identité statique et de ce fait, les États mettent en œuvre des mesures antiterroristes qui se concentrent sur l'élimination du terroriste maléfique, mais ignorent les raisons sous-jacentes de la violence terroriste. Ces mesures sont vastes, agressives et le plus souvent ciblées de manière disproportionnée sur certains groupes de la société. De plus, dans la poursuite de la sécurité nationale, ces mesures sacrifient les droits et libertés publics. Selon les critiques de l'approche classique, les stratégies antiterroristes violentes ne seront pas en mesure de prévenir durablement la violence terroriste, sans ajouter aux niveaux de violence existants. C'est pourquoi les États doivent s'efforcer de reconnaître une harmonie entre les moyens et les fins, ce qui signifie que pour parvenir à se libérer de la violence, les mesures prises doivent également être exemptes de violence.

Manifestations du terrorisme

De nos jours, le terrorisme est beaucoup associé au djihadisme violent et de ce fait, constitue un fait majeur de notre époque même si le terrorisme contemporain est d'abord apparu comme une arme politique dans un contexte séculier avec les mouvements anarchistes européens. Le djihadisme contemporain constitue bien un phénomène inédit, celui d'une nouvelle idéologie religieuse qui use d'une violence terroriste déployée à la fois sur des terrains locaux et à l'échelle mondiale dans le cadre d'un projet fantasmagorique de conquête du monde musulman et de défaite de l'Occident (Blandine Chelini-Pont, Roland Dubertand, Valentine Zuber, 2019, p.137).

a. Djihadisme : Les fondements d'une idéologie mondiale

Les mouvements terroristes africains partagent des principes idéologiques spécifiques. Ibrahim YAHAYA, chercheur dans le groupe de recherche sur le Sahel de l'Université de Floride, identifie trois concepts qui forment la quintessence de l'idéologie du djihadiste, idéologie d'ampleur internationale qui motive et justifie les insurrections djihadistes dans le monde entier (2017, p.8). Tout d'abord, selon cette idéologie les sociétés musulmanes sont indiscutablement en guerre avec l'Occident et de ce fait la lutte armée contre les « ennemis » de l'islam devient un devoir religieux. Ensuite, l'islam est contre le système de l'État-nation, les institutions publiques et la démocratie. Elle prône une communauté reposant sur un modèle du califat selon la charia. Enfin, un musulman est susceptible d'être considéré comme « mécréant » lorsqu'il commet de graves péchés, auquel cas le recours à la violence à son encontre devient légitime (Yahaya, 2017, p.9)

Le djihadisme est une idéologie politique qui se dit donner une interprétation cohérente des problématiques sociales et politiques des sociétés musulmanes, en contradiction avec les sectes théologiques telles que le soufisme et le salafisme qui se limitent seulement à l'interprétation de la doctrine religieuse et aux pratiques rituelles.

Selon YAHAYA, les activistes musulmans comme Abdallah Azzam (1941-1989), Abu Muhamad (1959) et Oussama Ben Laden (1957-2011) sont les premiers à conceptualiser le djihadisme sur base de leur interprétation de trois concepts et principes clés (2017, p.9). Premièrement, le concept de « al-wala' wal bara », qui signifie littéralement « la loyauté et le désaveu » stipule qu'un musulman doit une loyauté absolue à tous les autres fidèles et à la communauté des croyants du monde entier, et doit désavouer tous les non-musulmans et

leurs systèmes (Thurston, 2016, p. 211). Ce principe régit les relations entre les musulmans et les non-musulmans sur la base exclusive des croyances religieuses. En d'autres termes, l'amour et la haine ne sont déterminés que par l'orientation religieuse de l'autre.

Le deuxième concept est celui de la souveraineté, ou « al-Hakimiyyah », qui explique la vision qu'ont les djihadistes des institutions politiques et de l'autorité. À travers le prisme djihadiste, la souveraineté n'appartient qu'à Dieu. Aucun État ou régime ne peut exercer de souveraineté autrement qu'au nom de Dieu et conformément à la charia (Kepel, 1984 : 48). Les djihadistes rejettent les constitutions des États musulmans modernes au motif de leur non-conformité à ce principe, de même qu'ils rejettent la démocratie qui confère la souveraineté au peuple.

Le troisième concept est celui du « takfir » (excommunication), qui définit les frontières entre les musulmans et les infidèles, et précise les circonstances dans lesquelles un musulman peut être excommunié et avec quelles conséquences (Brigaglia, 2015, p.185-186).

L'idéologie joue un rôle de premier plan dans l'essor de l'insurrection jihadiste. Elle fournit un prisme à travers lequel les jihadistes voient le monde et réinterprètent les réalités locales. L'idéologie redessine les frontières entre les musulmans et les non-musulmans, ou entre les jihadistes et la population, et fournit une justification morale à la violence contre ceux qui n'appartiennent pas à la communauté.

C. Origine du djihadisme en Afrique de l'Ouest

A travers l'ouvrage de Gérard Chaliand et Arnaud Blin dans l'histoire du terrorisme de l'antiquité à Daesch, on peut comprendre que le terrorisme en Afrique de l'Ouest tire ses

origines de trois périodes qui ont marqué son essor et contribuer à son éclosion dans cette partie de l'Afrique (2015, p.1-836)

Il y'a d'abord les années 1980-1990 caractérisées par la guerre froide qui a été la période d'incubation dans la formation progressive des logiques religieuses radicales avec l'opposition entre des deux puissances antagonistes (États-Unis et Union Soviétique) qui a engendré des alliances clandestines contre l'expansion des soviétiques en Afghanistan. En effet, le retrait des Soviétiques de l'Afghanistan après la mobilisation des adversaires islamiques à engendrer la création d'un ordre terroriste fondamentaliste et islamique qui par la suite à défier l'ordre mondial dans lequel règne l'hégémonie américaine. Comme une trainée de poudre, cette idéologie découlant des combattant afghans va se répandre vers l'Afrique du Nord principalement, en Algérie, en Égypte et au Soudan, constituant ainsi la base de l'expansion terroriste en Afrique (Chaliand et Blin, 2015).

Il y a ensuite les années 1990-2000 qui marque l'avènement des mouvements terroristes indépendantistes algériens. À la fin d'une lutte de plusieurs décennies contre la puissance coloniale, l'Algérie accède à son indépendance en 1958 avec le Front de Libération Nationale (FLN) et très vite il y aura une grande divergence entre les opinions intérieures contre la politique du gouvernement qui était jugé monopolistique. C'est sur la base des idéologies fondées sur un islam radical que sont faites les critiques envers leur propre société, notamment sur les aspects relatifs à la justice ou à l'équité. L'ampleur d'un tel mouvement idéologique dans la société algérienne est tellement immense que le Front Islamique du Salut (FIS) remporte les élections de 1992, qui seront par la suite annulées. Cette annulation des élections et la répression que subiront les membres du FIS au militantisme islamique et la plupart d'anciens combattants d'Afghanistan, vont entraîner

la réapparition du terrorisme en Algérie avec pour ambition d'accéder au pouvoir et d'instaurer un État islamique par la seule voie de la force en répandant le sang des martyrs. Il y a enfin les années 2000, couramment désignées comme étant le temps du terrorisme international avec les moyens de communication et de transport moderne, permettant ainsi l'évolution de l'œuvre terroriste. Avec les acclamations liées à certains acteurs terroristes, vu comme des héros libérateurs de l'emprise occidentale et l'effet d'imitation des actes terroristes il va en résulter un encouragement de la diffusion de ce modèle idéologique dans les contrées de l'Afrique subsaharienne, notamment dans le sahel et dans le bassin du lac Tchad.

Chapitre 2 : Cadre théorique, questions et méthodologie

Pour notre mémoire, nous avons choisi de privilégier l'approche classique du Terrorism Studies car cette approche peint le terrorisme de plusieurs manières, d'abord comme une violence politique, ensuite comme un conflit civilisationnel.

En effet, des auteurs comme Ted Gurr (1970, p.3-4) perçoivent le terrorisme comme une forme de violence politique. A ce propos il dit ceci : « Est considéré comme violence politique toute attaque collective, lancée à l'intérieur d'une communauté politique, dirigée contre le régime politique, ses acteurs (...) ou ses politiques ». Dans le même état d'esprit que Gurr, Schmid pense que : « le terrorisme est violence politique coercitive et génératrice de peur »; une « violence calculée, démonstrative et directe » qui cible « principalement des non-combattants » dans des buts « de propagande et des buts psychologiques » (Schmid 2011, p. 86).

Aussi, des auteurs comme Bernard Levis (2013) voient dans le terrorisme un conflit des civilisations. « Le djihad doit se poursuivre jusqu'au jour où toute l'humanité se sera ralliée à l'islam ou du moins se sera soumise à l'autorité de l'État musulman » (Lewis, 2003, p. 55). Par ces dires, on peut penser que la violence politique est au fondement même du terrorisme et inhérentes aux valeurs de l'islam, et donc il en résulte une légitimation de l'usage de la violence par le Coran au nom du djihad, afin de combattre les infidèles et apostats, d'autant plus que ceux qui meurent au moment du djihad sont des martyrs à qui est réservée « la félicité éternelle ». Selon lui, la présentation médiatique du terroriste comme étant musulman n'est pas fausse parce que les terroristes ont tendances à revendiquer leur « islamité » dans le but de justifier leurs actes.

L'ouvrage d'Alexandre Del Valle (2002) intitulé « le totalitarisme islamiste à l'assaut des démocrates » va dans le même sens que celui de Lewis, affirmant que les musulmans sont soumis au « droit d'Allah » qui est la sharia, un système totalitaire opposé aux valeurs de liberté, de laïcité, d'égalité qui définissent les « sociétés ouvertes » occidentales. Et donc, le terrorisme islamique puise son essence dans cette haine pour les valeurs occidentales (Del Valle, 2002, p.60-82). Walter Laqueur (1999) définit le terrorisme comme une « paranoïa » dont le fanatisme

(L'islam radical) est une des expressions symptomatiques et « un crime contre l'humanité (...) contre notre société civilisée elle-même » (Wilkinson, 1977, p.66). Ainsi, la religion musulmane est-elle vue comme une religion propice à la violence et au terrorisme. Le terrorisme est une « maladie » inhérente à la religion musulmane.

L'approche classique du terrorism studies et la façon dont elle peint le terrorism va dans la même logique d'idée que la définition de Blin (2005 p.19), militarisée, que nous avons décidé de retenir.

Aussi, notre étude portant sur les pratiques et méthodes de la lutte antiterroriste nationale au Burkina Faso. Bien que des méthodes non militaires sont utilisées dans la lutte contre le terrorism au Burkina Faso, elles sont néanmoins essentiellement basées sur l'usage de la force militaire. Dans ce contexte, l'approche classique nous semble la meilleur dans notre analyse.

Les insuffisances de la littérature classique

Bien que l'approche dite classique, c'est-à-dire la Terrorism Studies, est celle que nous avons choisi comme cadre théorique dans l'écriture de notre mémoire, nous sommes conscients des limites de cette approche.

D'abord, les tentatives de conceptualisation du terrorisme utilisent des formulations éprouvées qui proposent des explications causales universelles. Ces théories ont un caractère limité dans le sens où elles ont tendance à inclure des généralisations réductrices ou simpliste, ce qui minent la complexité de l'étude sur le terrorisme comme discipline, et l'engagement sociologique dans l'élaboration des analyses qui mènent au changement épistémologique. Un examen critique de cette littérature classique expose leurs limites à travers la Critical Terrorism Studies.

Ensuite, en général, les approches utilisées par les auteurs de la Terrorism Studies se divisent en deux catégories. La première est purement descriptive, autrement dit, elle se réfère à l'existence des phénomènes ou des réalités sans les interpréter, les expliquer ou leur attribuer une causalité. La deuxième est d'ordre causal, dans le sens où elle élabore des théories sur la nature des phénomènes et des réalités, en cherchant à comprendre comment et pourquoi ceux-ci prennent les formes qu'ils ont. Cette approche semble mettre trop l'accent sur l'agent terroriste non étatique. Ce qui a la double conséquence de faire de la violence utilisée par des agents non étatiques, une violence illégitime et de ne pas pouvoir l'apprécier comme une stratégie de violence politique que tout acteur, même étatique, peut employer. En effet, cette littérature fait du terrorisme, un phénomène non étatique. Pourtant, dans les descriptions du terrorisme (Wierviorka, 1995; Thierry Vareilles, 2002), il est mis en évidence un terrorisme qui peut en être un terrorisme d'État.

Enfin, les usages descriptifs du terrorisme ont été employés par les politologues et historiens, dans la plupart des cas, pour délimiter un nouveau terrain épistémologique. Toutefois, ces usages ne disent rien sur la construction sociale du terrorisme, ils ne disent pas comment il fonctionne ou comment il change. En effet, cela tend à essentialiser le terrorisme sans prendre en compte les contextes sociopolitiques dans lesquels il émerge. Comme le montre Richard Jackson (2007), la charge émotionnelle et la connotation péjorative de la catégorie « terroriste » sont instrumentalisées par le discours politique pour légitimer ou disqualifier les actions d'un groupe selon des intérêts géopolitiques et partisans. Une telle littérature délimite certes un nouveau sujet, mais elle n'a pas la force d'analyse suffisante pour interroger et changer les paradigmes existants.

Questions

L'objectif de cette recherche est d'analyser la nature et l'évolution du paysage de la sécurité et faire une évaluation des politiques en matière de prévention du terrorisme au Burkina Faso. Les questions de recherches sont les suivantes :

Quelles sont les pratiques et méthodes de la lutte antiterroriste nationale au Burkina Faso?

Dans quelles mesures les acteurs peuvent-ils lutter efficacement contre le terrorisme au Burkina Faso et comment cela impacte la stabilité du pays?

Méthodologie

La question du terrorisme étant sensible, il est difficile d'avoir accès à la documentation portant sur le terrorisme. De plus, les écrits sur le sujet et plus particulièrement sur le terrorisme au Burkina Faso sont difficiles à trouver, voir rares. On peut donc se poser des

questions sur la raison de ce manque de données empiriques vue que le Burkina Faso fait parties des pays les plus attaqués par les terroristes en Afrique de l'Ouest.

Par conséquent, notre approche pour aborder cette question sécuritaire est axée sur une revue de littérature de certains auteurs clés qui ont effectué des recherches sur ce champs de vision. Les sources que nous utiliserons seront certes secondaires pour l'écriture de notre mémoire parce qu'il y'a un manque de données empiriques sur la question de recherche sur le terrorisme. Cela est notamment dû au fait que l'accès à une organisation terroriste est restreint, voire impossible (Davis, 2017, p.137). Nous avons donc privilégié la récession des articles/écrits basé sur des sources scientifiques, gouvernementales, journalistes et académiques.

Ainsi, pour répondre à nos questions de recherche, nous allons nous focaliser sur la recension et l'analyse de la documentation disponible sur les politiques mises en place par le gouvernement Burkinabè dans la lutte contre le terrorisme. Ainsi, nous allons nous référer aux ouvrages généraux portant sur le sujet. Elle utilise des sources de données secondaires et primaires. Les sources secondaires comprenaient des livres universitaires, des articles de revues à comité de lecture, des rapports et Internet. Pour ce qui concerne les données primaires, il s'agira des informations présentées dans les résultats originaux et les expériences d'études, recueillies par agences et organisations gouvernementales et documents publiés.

Nous avons décidé de nous pencher spécialement sur le Burkina Faso car comme nous l'avons dit plus haut, les écrits sur la dégradation de la situation sécuritaire est quasi inexistante alors que le Burkina fait partie des pays les plus touchés par l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest. Ce manque de documentation sur la situation que traverse

le Burkina confère son caractère original à notre étude. Ce mémoire pourra à l'avenir servir aux chercheurs dans le sens où il fournit une bonne compréhension des pratiques et des politiques de lutte contre le terrorisme sur le territoire burkinabè.

Chapitre 3 : Mise en contexte : émergence de la crise terroriste au Burkina Faso, Évolution et tendances de la crise terroriste

Le processus de résolution d'un conflit et de construction de la paix doit être enraciné dans la bonne compréhension du contexte socioéconomique, culturel et politique dans lequel le conflit a eu lieu. L'éclosion de la crise djihadiste au Burkina Faso a eu lieu dans un contexte national, régional et international, qu'il importe de comprendre.

Au niveau international ce sont les attaques du 11 septembre 2001 contre les tours jumelles du World Trade Center à New York et contre le Pentagone qui ont marqué le début de la guerre contre la terreur (War on terror). Depuis lors les guerres terroristes menées par les groupes terroristes en Afrique de l'Est et de l'Ouest sont considérées par les pays de l'Occident comme étant une menace à leur sécurité nationale et aussi à la paix et la sécurité internationale.

En effet, avec le phénomène de la mondialisation, la facilitation des échanges entre les États fait du monde une sorte de village planétaire dans lequel une menace à la sécurité d'un pays peut devenir plus tard une menace à la sécurité de tous. Les problèmes et les défis transnationaux comme le terrorisme, la détérioration de l'environnement, le changement climatique, et certaines pandémies comme Ébola sont devenus, pour emprunter une expression de Kofi Annan, des "problèmes sans passeport" qui passent d'un pays à l'autre au mépris des frontières. Dans de telles circonstances on peut aisément comprendre pourquoi plusieurs États se sont joints à la guerre contre le régime taliban en Afghanistan (un enjeu sécuritaire pour un pays devient, avec la mondialisation, un enjeu sécuritaire pour le monde entier), la guerre menée par les États-Unis en Iraq d'abord contre

le régime de Saddam Hussein, soupçonné de détenir des armes de destruction massive, puis contre Daech (État Islamique) ; et enfin la guerre de la coalition internationale contre Daech qui occupait et contrôlait des portions de l'Iraq et de la Syrie. Dans le but de fuir les bombardements de la coalition internationale, les combattants de Daech ont opté pour un repli stratégique dans le Maghreb, notamment en Libye où venait d'être renversé le régime de Kadhafi par les militaires de l'OTAN. Cette chute et assassinat du président libyen a contribué à la déstabilisation du Mali et du sahel où les combattants jihadistes et les armes, dont certaines proviennent des arsenaux de Kadhafi, circulent désormais sans entraves, comme l'avaient d'ailleurs prévu et averti un certain nombre de chefs d'États africains aux Occidentaux. A ce propos, Idriss Deby, président du Tchad, disait dans une interview à Paris Match en 2012 que pendant la guerre, il fallait faire partir Kadhafi par la grande porte et laisser la Libye nouvelle s'organiser sur des bases démocratiques, d'unité nationale et de renforcement des institutions politiques. Il a regretté le fait de n'avoir pas été écouté parce que les conséquences qu'il avait prédites se sont produites, témoignant qu'il avait raison de tirer la sonnette d'alarme. (Diallo, 2020, p.20)

L'invasion du Mali et du Sahel par les groupes djihadistes, la présence de certains jihadistes au Nord Mali date du début des années 2000, et la reprise de la rébellion touarègue, qui a reçu du renfort de soldats touarègues de la Libye, ne furent pas du tout étonnant.

Dans le but de bloquer la rébellion touarègue et djihadiste au Nord du Mali, où les insurgés avaient conquis et contrôlaient Gao, Tombouctou et Kidal et s'acheminaient vers Bamako en 2012, le gouvernement malien dû avoir recours à l'aide de la France, des forces africaines et onusiennes pour reconquérir l'intégrité et le contrôle de son territoire. Dans

cette même période, au Nord-Est du Nigeria et dans le bassin du lac Tchad, une lutte est engagée par les forces armées nationales du Nigeria, du Tchad et du Cameroun, appuyées par des puissances étrangères, contre Boko Haram qui semait aussi la terreur et la mort.

À la vue de tout ceci il est légitime de se poser des questions sur la nature exacte de cette guerre. Est-ce un clash entre la civilisation occidentale chrétienne et la civilisation arabo-musulmane qui pour une raison inconnue s'est étendue en Afrique à partir du moyen orient? Ou, selon bon nombre d'opinion, un jeu de manipulation des puissants acteurs occidentaux pour contrôler les ressources de l'Afrique de l'Ouest?

Les spéculations pour expliquer cette guerre vont dans tous les sens mais la plus populaire est celle de la théorie du complot selon laquelle la présence des ressources minières telles l'or et le manganèse dans le sahel burkinabè, au Niger et au Mali attirent l'attention des puissances internationales qui ne reculent devant rien pour pouvoir en prendre le contrôle.

A. Les groupes terroristes leaders

Ces leaders sont principalement des acteurs non étatiques qui n'ont aucune reconnaissance ni légitimité sur la scène internationale. La majorité de ces acteurs prennent pour guide la sharia qui est interprétée et appliquée par les autorités religieuses du monde arabo-musulman et non le droit international et la déclaration universelle des droits. C'est ce qui rend le combat contre le terrorisme aussi complexe. En effet, alors que les armées nationales et internationales s'efforcent de suivre des stratégies militaires qui respectent le droit humanitaire, la plupart des groupes djihadistes sont guidés par une interprétation extrémiste de l'Islam et de la Sharia, par des instructions de leurs leaders telles que la charte

de seize articles distribuée et appliquée par Daech à Mosul en 2014 après que ses combattants ont pris contrôle de la ville.

Par ailleurs, dans son ouvrage intitulé *Le terrorisme au Sahel*, Nabons Laafi DIALLO affirme que la guerre que mène ces leaders subsistent grâce à plusieurs sources de financement, dont certaines très discrètes (2020, p.32)

Il y a le Zakat ou dons reçus qui est un microfinancement de modiques sommes en grand nombre. Le renseignement financier français a pu identifier 416 donateurs de l'État islamique en France entre 2016 et 2017.

Le Ghanima ou butin de guerre qui est, pour sa part, la résultante de l'ensemble des actes criminels comme les enlèvements contre rançons, le pillage et l'imposition d'impôts aux populations dans les zones contrôlées par ces groupes. Il y a également, le soutien financier ou logistique d'États sponsors qui donnent aux groupes terroristes un refuge ou de l'argent, et les dons provenant de certains particuliers extrêmement riches. Une dernière hypothèse sur cette source de financement est le revenu des commerces légitimes et illicites (trafics de drogue, d'armes, de cigarettes, etc.).

a. AL QAEDA

Cette organisation criminelle a été créée en 1998 par le Saoudien Oussama Ben Laden et Abdullah Azzam avec pour but ultime de libérer le Proche-Orient des armées occidentales. Al Qaeda s'est fait remarquer sur la scène internationale avec l'attaque du 11 septembre 2001 et deviendra par la suite la cible de la guerre contre la terreur menée par une coalition de gouvernement. Plus tard Al Qaeda sera évincé par Daech suite à la division en son sein et aussi par la mort de Ben Laden, son chef, qui a été assassiné au Pakistan par un

commando des forces spéciales américaine (Navy Seals). L'organisation sera aussi affaiblie au point de perdre son influence par les frappes de la coalition internationale contre ses positions en Irak. De ce fait Al Qaeda dû réadapter sa stratégie en adoptant une structure de gouvernance décentralisée avec des filiales régionales telles que Al Qaeda dans la Péninsule Arabe, Al Shabab, et Al Qaeda au Maghreb Islamique (AQMI), des filiales qui fonctionnent indépendamment. Al Qaeda, à travers ses filiales est actif au Burkina Faso et au Mali employant des moyens d'extermination comme le suicide à la bombe et les bombardements.

b. DAECH

Abréviation du nom arabe de « État Islamique en Iraq et au Levant » (ESIL), Daech est une branche d'Al Qaeda qui vue le jour en Iraq en 2006, puis rompu avec ses origines à cause de ses méthodes plus violentes (bombardements suicides, explosions, décapitations, massacres à grande échelle...), surtout dans les attaques contre des civils et des Musulmans Shiites. Cette organisation a pour but d'établir un État islamique dans toute la région du Levant (Iraq, Liban, Syrie et Jordanie) en suivant les instructions d'un cadre de Al Qaeda, Abu Bakr Naji. Ces instructions venaient d'un livre qu'il avait publié en 2004 qui s'intitule L'administration de la sauvagerie : l'étape la plus critique que traversera la Oumma, véritable livre de stratégie de guerre pour les combattants djihadistes. Dans ce livre, l'auteur expose les trois étapes que les bons combattants djihadistes doivent suivre.

La première étape consiste en la démoralisation et à l'épuisement des pays à travers des attaques répétitives contre leurs armées, leurs lieux de culte, sites touristiques, dans l'espoir que ces attaques obligent les populations à désertir certaines zones.

La deuxième étape consiste à provoquer un « ras le bol » des populations à cause du climat d'insécurité instauré par les attaques multiples. Ce ras le bol peut pousser les populations à vouloir l'établissement d'un nouvel ordre capable de mieux les protéger, et qui mieux que Daech pour le faire? Cette étape a été franchie dans certains pays où des groupes jihadistes ont conquis des territoires qu'ils contrôlent et ont, semble-t-il, dans certaines localités, réussi à se faire accepter comme alternatives pour une meilleure sécurité. Selon DIALLO, une étude menée au Mali par l'Institute for Security Studies, certains anciens militants de groupes djihadistes ont déclaré avoir rejoint ces groupes pour "se protéger, protéger des membres de leur famille, de leur communauté ou leurs moyens de subsistance", par exemple leur bétail (2020, p.32).

La troisième et dernière étape consiste à mettre en place un État islamique qui appliquera la sharia, et mettra fin à l'ordre mondial actuel jugé malveillante.

Daech est considéré comme le groupe terroriste le plus meurtrier et violent des autres et est présent au Burkina Faso, Niger au Mali sa filiale État Islamique au Grand Sahara. Mais, comme Al Qaeda, Daech a perdu de son influence après la perte des territoires qu'il contrôlait en Syrie et en Iraq, et aussi avec la mort de leur élite le calife Abu Bakr al Bagdadi en octobre 2019 après un raid des forces spéciales américaines au Nord-Est de la Syrie.

B. Les mouvements djihadistes au Burkina Faso

a. Le groupe Ansaroul Islam

Le mouvement est fondé par Boureima Dicko alias Malam Ibrahim Dicko né dans un village situé près de Djibo, la principale ville de la province du Soum et près de la frontière malienne. Ibrahim Dicko était d'ethnie peulh et ne parlait qu'arabe et fulfuldé et il fonda en juillet 2012 une association officiellement inscrite dans les archives du ministère de l'Administration territoriale et de la décentralisation du Burkina Faso, chargée d'enseigner l'islam et le Coran. Au début, l'homme était perçu comme pieux et discret avec des prédications tolérantes et égalitaires, mais très vite il fut arrêté par les forces de sécurité en juin 2015 car il commençait à s'attaquer à certains coreligionnaires musulmans dans ses prédications, et commençait à prêcher une version radicale de l'islam.

Aux vues de tout ceci, il est évident pour le groupe Ansaroul de recruter principalement au sein de la jeunesse peulh marginalisée de la province du Soum dans la région du Sahel.

On a toujours pensé que la violence djihadiste au Burkina était une extension du conflit malien mais ce mouvement terroriste créé par un natif du pays montre avant tout l'expression d'une contestation de l'ordre social prévalant dans le Soum. En effet le discours de Malam s'articulait autour d'une remise en cause de la puissance de la chefferie coutumières et du monopole de l'autorité religieuse détenue par les familles maraboutiques accusés de s'enrichir aux dépend des populations.

Plus tard, Ansaroul Islam se rallie au groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) qui est principalement actif dans les régions centrales et septentrionales du Mali. Le groupe est bien évidemment actif dans la province du Soum mais aussi dans la région Centre-Nord dans les provinces du Bam et du Sanmatenga. Ansaroul Islam perd de son influence avec

la mort de Malam Dicko en 2017, et même avec la prise de la relève fait par son frère, Jafar Dicko qui sera ensuite tué en octobre 2019, le mouvement ne parvient plus à retrouver ascendance.

b. Le groupe de soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM)

Le groupe de soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM), en arabe Jama'at Nusrat al-Islam wal Muslimin, est une coalition née le 2 mars 2017 de la fusion de quatre groupes djihadistes opérant au Mali : AQMI, Ansar Eddine (du rebel Touarègue Iyad Ag Ghaly). Il est dirigé par Iyad Ag Ghali et a déjà officiellement revendiqué plusieurs attaques à Kidal au Mali, à Toéni au Burkina Faso qui a tué 10 gendarmes burkinabés et blessé 8 autres, et la double attaque contre l'Ambassade de France et l'État-Major Général des Armées le 2 mars 2018 à Ouagadougou qui a fait 8 morts parmi les FDS burkinabè. Cette dernière attaque, selon certaines sources, visait une réunion d'officiers supérieurs du G5 Sahel qui a été délocalisée au dernier moment. Grâce à l'intégration d'Ansaroul Islam, le GSIM dispose désormais d'une base d'action dans la province du Soum. Pour s'infiltrer sur le territoire burkinabè le GSIM s'est appuyé sur l'existence de groupes des combattant burkinabè au sein de AQMI, du mouvement pour l'unicité du djihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) et d'Ansar Dine.

L'objectif principal du GSIM est la fondation d'un État islamique au Sahel. Le groupe djihadiste réclame aussi le départ des forces du G5 Sahel et des militaires français, considérant toute présence militaire étrangère comme une forme d'ingérence.

**c. L'état islamique au grand Sahara (EIGS)/ état islamique en
Afrique de l'Ouest (EIAO)**

L'État islamique dans le Grand Sahara est un bataillon mené par un certain Adnan Abu Walid Al-Sahraoui, un natif du Sahara occidental, qui a été porte-parole du MUJAO, est un groupe relativement jeune dans le djihadisme du Sahel. Au Burkina Faso, ce groupement a revendiqué l'assassinat du maire de la commune de Koutougou et l'enlèvement d'un enseignant de l'école de Bouro dans le Sahel Burkinabé en avril 2018.

Concernant l'histoire de cette filiale de Daech et de ses combattants, voici ce qu'en dit Mohammed Bazoum, Ministre de l'Intérieur du Niger : ce groupe est formé de jeunes Nigériens « qui ont été embrigadés au cours de l'année 2012 par le Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO). Cette organisation (...) était venue dans le sillage de l'occupation du nord du Mali. (...) Ces jeunes gens ont été démobilisés au lendemain de l'opération « Serval », mais ont repris leurs activités sous la férule d'un certain Abu Walid al-Sahraoui qui est l'un des anciens dirigeants du MUJAO ». (Diallo p.37) En mars 2019, l'EIGS est officiellement intégré à l'État islamique en Afrique de l'Ouest (EIAO) basé dans le Nord-Est du Nigéria.

Au Burkina, l'EIGS a progressivement étendu sa zone d'influence depuis la province de l'Oudalan dans la région du Sahel à la partie orientale de la province du Soum ainsi que dans les provinces voisines comme le Namentenga, le Sanmatenga, le Seno et du Yagha. À partir de 2016, l'EIGS s'est implanté dans la région Est sous la forme de cellules dormantes devenues actives en 2018.

Surpassant les rivalités entre Daech et Al Qaeda au Proche-Orient, leurs filiales savent souvent taire leurs rivalités et coopérer au Sahel pour faire face à la force du G5 Sahel, à

la force française Barkhane, à la MINUSMA, et aux différentes forces armées nationales et internationales qui les combattent.

d. La coopération entre les mouvements djihadistes

Il existe une réelle perméabilité sur toute l'étendue dans la région sahélienne entre ces mouvements terroristes qui n'hésitent pas à établir des coalitions de circonstance pour mener à bien leurs opérations. Au Burkina Faso par exemple, le GSIM et l'EIGS coopèrent étroitement plus particulièrement dans la province du Soum ou dans la région Est du pays dans laquelle les deux groupes cohabitent. Cependant, il existe des différences entre ces mouvements concernant le sort des populations civiles et des minorités religieuses. En effet, on remarque que les attaques contre les lieux de cultes chrétiens sont pour la plupart réalisées dans des régions contrôlées par l'EIGS. De même, les attaques prenant pour cible la population civile ont été attribuées à la branche locale de l'EIAO. Le GSIM demeure quant à lui hostile à ce type d'action hormis lorsqu'elles visent des individus perçus comme étant des collaborateurs de l'État.

C. Le déploiement des djihadistes

a. Dans la région de l'Est

Les violences terroristes ne se sont pas limitées qu'aux zones septentrionales du pays. En effet, en fin 2018, la région administrative de l'Est a connu une augmentation du nombre d'actes violents comme des attaques à l'engin explosif, des enlèvements, des assassinats. De nos jours cette région est le second théâtre des opérations djihadistes au Burkina Faso. Les grandes forêts difficiles d'accès et très peu contrôlées par les forces de sécurité

burkinabè du complexe W-Arly-Pendjari, un site naturel transfrontalier (Benin, Burkina Faso, Niger) représentent aujourd'hui un sanctuaire stratégique pour ces groupes armés, qui y sont installés en instrumentalisant des conflits locaux engendrés par une compétition intense pour les accès aux ressources foncières et naturelles. En effet, depuis le début des années 2000, plusieurs conflits éclatent entre les communautés villageoises et les autorités centrales à la suite du classement d'une grande partie des forêts de l'Est en réserve naturelle protégée. Cette décision a créé un sentiment d'injustice et de marginalisation au sein de la communauté locale. Cette implantation des groupes djihadistes dans la région s'explique en partie par leur aptitude à profiter de cette marginalisation. Afin de s'assurer le soutien des populations locales, les djihadistes ont notamment réouvert l'accès aux zones de pêche et de chasse, et offrent une protection aux individus menacés par l'État pour leurs activités informelles telles l'orpaillage, le braconnage, le trafic transfrontalier. Le contrôle des sites d'orpaillage devient donc une activité rémunératrice pour ces groupes, et leur intégration paraît comme un facteur d'ascension sociale pour les jeunes de la région.

Cette inscription dans les réalités locales a permis aux groupes djihadistes de recruter au sein de toutes les communautés vivant dans la zone (peulh, gourmantché et mossi).

c. Dans la région de l'Ouest

Les régions administratives du Sud-Ouest, des cascades et des hauts-bassins, frontalières de la Côte-d'Ivoire, du Mali et du Ghana sont également touchées par l'insécurité grandissante. Toutefois cette région compte moins de 15% de musulmans ce qui rend difficile les capacités d'implantation des groupes djihadistes. Mais, il n'en demeure pas moins que cette région reste dans le champ de vision d'attaques des extrémistes. En effet,

le mardi 10 mai l'armée burkinabè a annoncée avoir neutralisé au moins cinquante terroristes lors d'une riposte à une embuscade dans le Nord-Ouest et d'une opération dans le Sud-Ouest.

Chapitre 4 : Mécanismes de lutte contre le terrorisme : réponse du gouvernement, des partenaires et de la société civile

Face à toute cette violence djihadiste, les autorités burkinabè en collaboration avec les partenaires techniques et financiers et les organisations de la société civile ont élaborer des stratégies et diverses réponses. Parmi ces réponses, les plus visibles étaient d'ordre militaire avec les mesures sécuritaires et le déploiement des forces de défense et de sécurité (FDS). A ces réponses militaires s'ajoutent celles non militaire, pourtant moins médiatisés.

A. Les réponses militaires

Comme la plupart des gouvernements, le gouvernement burkinabè a réagi à la multiplication des attaques terroristes sur son territoire par une vigoureuse démonstration de force militaire en déployant un plus grand nombre de FDS dans la région du Sahel, en particulier dans les provinces du Soum et de l'Oudalan, les régions de Est et du Centre-Est, et en conduisant des opérations militaires conjointes avec le Mali, le Niger, et la force Barkhane, la force antiterroriste française jusqu'à présent déployée au Mali. Parmi les opérations militaires menées par les FDS burkinabè, seules ou avec d'autres, on peut citer les opérations Panga, Otapuanu, et Doofu, etc.

L'opération Panga, une opération d'une durée de deux semaines (27 mars-10 avril 2017) était composée des forces armées maliennes et burkinabè, avec la force barkhane, dans la zone frontalière situé au sud de Hombori, entre le Mali et le Burkina Faso. Cette opération visait à neutraliser les groupes armés terroristes dans la forêt de Foularé, une zone

particulièrement complexe de près de 2500 km², réputée servir de refuge aux terroristes du groupe terroriste notamment le groupe Ansaroul Islam. Commandée depuis un poste de commandement tripartite déployé à Sévaré, l'opération a mobilisé près de 1300 soldats, 200 véhicules et une dizaine d'hélicoptères des trois pays assurant successivement des phases de reconnaissance et de contrôle de zone et des fouilles dans des villages de la région. Au cours de cette opération, deux terroristes ont été neutralisés, huit autres capturés et plusieurs dizaines de suspects remis aux autorités burkinabè.

Le 7 mars 2019, l'opération Otapuanu ou encore « Pluie de feu ou Foudre » a été menée par les FDS burkinabè dans les régions du Centre-Est et de l'Est du Burkina Faso. Cette opération a permis la neutralisation de plusieurs djihadistes. Le commandant de Otapuanu, le général Miningou, a indiqué que l'opération a permis, d'une part, de redonner un « grand » espoir aux populations de l'Est et du Centre-Est et, d'autre part, de renforcer la confiance entre elles et l'État.

Le 4 décembre 2017, dans le Faso.net, un média burkinabè, on découvrait que l'Assemblée nationale burkinabè votait une nouvelle loi de programmation militaire quinquennale de 725. 253. 753.080 FCFA pour équiper adéquatement les forces armées et réformer le secteur de la sécurité de 2017 à 2022. De nos jours, cette loi est toujours en vigueur, mais la mise en œuvre rencontre des difficultés dû à une budgétisation inadaptée et insuffisante. Cette loi est accompagnée d'un plan stratégique 2018-2022 pour guider la réforme des Forces Armées Nationales. En outre, le Burkina Faso, avec l'aide de certains partenaires, doit apporter sa contribution (financièrement, au moins 10 millions d'Euros, et en troupes)

à la Force conjointe du G5 Sahel créée en février 2017 après concertation avec le Niger, le Mali, la Mauritanie et le Tchad pour combattre plus efficacement le terrorisme et le crime transnational organisé (trafic de drogue, trafic humain) à leurs frontières et sur leurs territoires.

Cette force multinationale, dont le quartier général est à Sévaré au centre du Mali, est censée mobiliser à terme 5.000 soldats répartis en 7 bataillons sur trois secteurs et nécessitera 423 millions d'Euros (environ 270 milliards 470 millions de FCFA) pour son opérationnalisation. La contribution attendue de chaque pays du G5 Sahel étant de 10 millions d'Euros, l'essentiel du financement viendra des partenaires au développement dont certains ont déjà apporté ou promis une contribution.¹¹² Hormis sa contribution au G5 Sahel dont il assure désormais la présidence, la contribution du Burkina Faso à la MINUSMA, la Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali, se situait en mars 2019 à 1.710 militaires et 157 policiers, et le 27 octobre 2020, 140 casques bleus burkinabè, sans compter d'autres déployés dans le cadre d'autres missions onusiennes de maintien de la paix.

La coopération régionale et internationale face au terrorisme dans la bande sahélo-sahélienne, une des plus exemplaires de notre temps, a grandement contribué, malgré ses limites, à renforcer les capacités logistiques et opérationnelles des forces armées nationales.

D. Les réponses non-militaires

L'approche militaire, qui pense pouvoir résoudre la crise terroriste par un renversement des rapports de force sur le terrain, étant insuffisante car les forces djihadistes continuent leurs progressions sur le territoire, le gouvernement du Burkina Faso, à la suite de certains

partenaires, a lancé des initiatives basées sur le développement pour prévenir la violence terroriste en s'attaquant à ses causes profondes.

Nous exposerons brièvement et successivement les réponses les plus significatives, d'abord celles des partenaires techniques et financiers, et enfin celles du gouvernement et de la population locale.

Le Burkina Faso, en collaboration avec les Etats-Unis, le Tchad et le Niger fait partie du Partenariat Transsaharien contre le Terrorisme avec des projets de lutte contre l'extrémisme violent comme Paix à travers le Développement depuis 2011 (PDEV II). Ce projet de 61 millions de dollars, mis en œuvre par un consortium de trois ONG internationales et clos en 2016 au Burkina Faso, visait à aider les régions les plus vulnérables au Burkina, au Niger et au Tchad à réduire les risques d'instabilité et à renforcer leur résilience à l'extrémisme violent suivant quatre axes stratégiques (Diallo p.75), à savoir l'autonomisation et le renforcement des capacités des jeunes grâce à des formations en entrepreneuriat, en leadership, et en éducation civique, la promotion des voix modérées (c'est-à-dire tolérantes et opposées aux discours radicaux) à travers les réseaux sociaux et plusieurs dizaines de radios communautaires. Il y'a aussi le renforcement des capacités de la société civile par des formations sur le plaidoyer, des activités pour promouvoir la redevabilité des autorités et l'organisation de campagnes de sensibilisation ; et enfin l'amélioration de la gouvernance locale par le renforcement des capacités des institutions de gouvernance locale et l'accroissement de la participation politique des citoyens dans la gestion des collectivités locales.

Après le PDEV II, l'USAID a lancé en 2016-2017 trois nouveaux projets de lutte contre l'extrémisme violent au Burkina Faso, au Niger et au Tchad avec des extensions planifiées

sur le Nord Cameroun et le Nord du Mali pour l'un des projets, Voix de Paix. Ainsi le projet "Initiative pour l'Évaluation de la Vulnérabilité et de la Résilience à l'extrémisme violent", exécuté par l'ONG Mercy Corps en collaboration avec le Centre pour la Gouvernance Démocratique (CGD) au Burkina, a permis, par des recherches de terrain à Gorom-Gorom au Burkina, puis à Diffa et à Tillabéri au Niger, de tester un certain nombre d'outils de mesure de la vulnérabilité et de la résilience à l'extrémisme violent et d'identifier des facteurs de vulnérabilité et de résilience des communautés et des individus dans ces régions. Les résultats et les recommandations de ce projet sont un précieux guide pour la programmation des activités de lutte contre l'extrémisme (Diallo, 2020, p.75-76)

Un deuxième projet, Voix de Paix, tirant les leçons apprises de PDEV II, travaille avec la somme de 24.9 millions de dollars depuis 2016 à faire barrage aux discours extrémistes principalement à travers les réseaux sociaux et des radios communautaires, puis à promouvoir les droits de l'homme, la démocratie et la paix. Ce projet est mis en œuvre par l'ONG Equal Access qui a une expertise reconnue internationalement dans la communication pour le changement social et le développement.

Enfin, un troisième projet appelé Partenariats pour la Paix, exécuté par l'ONG Creative Associates et d'un coût global de 13 millions de dollars, s'évertue, grâce à des formations et des séminaires, à mettre en réseau et à renforcer les capacités des gouvernements nationaux, des organisations de la société civile et des organisations sous-régionales (CEDEAO et G5 Sahel) pour lutter efficacement contre l'extrémisme violent.

Le gouvernement burkinabè, au-delà de la mobilisation militaire, a initié dans le courant de l'année 2017 un programme ambitieux de 414,9 milliards de FCFA, appelé Programme d'Urgence pour le Sahel (PUS). Ce programme triennal qui couvrira la période allant de 2017 à 2020 à quatre composantes : une composante socio-économique avec des activités qui visent à combattre la pauvreté, renforcer la résilience des populations et améliorer l'accès aux services sociaux de base dans la région du Sahel, une composante gouvernance, dont l'objectif est de renforcer la gouvernance administrative et locale, une composante "défense et sécurité" qui cherche à renforcer les capacités des forces de défense et de sécurité par une formation et un équipement adéquat en vue de combattre efficacement les groupes terroristes, une composante "gestion de programme et soutien institutionnel" qui facilitera la coordination et la mise en œuvre du programme.

Pour terminer, le Burkina Faso a entrepris des campagnes de sensibilisation invitant les populations civiles à collaborer activement avec les forces de défense et de sécurité en utilisant les numéros verts 1010, 16 et 17. Mais, en plus de ce mécanisme d'alerte, le gouvernement a aussi mis en place des institutions pour préserver la paix sociale. Il s'agit de la police de proximité, de l'Observatoire National pour la Prévention et la Gestion des Conflits Communautaires (ONAPREGECC), du Haut Conseil pour la Réconciliation et l'Unité Nationale (HCRUN), et enfin du Haut Conseil pour le Dialogue Social (HCDS).

E. La mobilisation des populations locales contre le terrorisme et l'insécurité

Avec tous les efforts gouvernementaux, une lutte efficace contre le terrorisme ne peut se faire sans la participation active de la population burkinabè. C'est pourquoi, elles se sont mobilisées à travers des initiatives dites initiatives locales de sécurité (ILS), lesquelles sont mises en œuvre et appuyées par le gouvernement burkinabè, par des associations telles que les Kogleweogos sur le plateau mossi, le Sahel et l'Est, et les Dozos dans l'Ouest du pays, et bien sûr des volontaires pour la défense de la patrie.

a. Les milices kogleweogos

Les premiers groupes Kogleweogos ou « gardiens de la brousse » apparaissent en 2014 dès le début de manière indépendante. Ces milices d'autodéfense locales seront par la suite appuyées par le gouvernement et vont par la suite s'étendre à travers le pays et prendre les armes pour la défense de leurs communautés, n'hésitant pas à rendre une justice expéditive. En 2018, près de 4500 groupes kogleweogos ont été recensés à travers le pays, regroupant environ 45000 membres recrutés au sein de la communauté mossi ou gourmantché dans l'Est. Ces miliciens disposent d'un armement rudimentaire comme de simples fusils de chasse. Les succès réels rencontrés par les Kogleweogos dans la lutte contre l'insécurité rurale leur ont permis de gagner la confiance des populations.

Malgré les abus et les violations de droits de l'homme qu'on leur reproche, beaucoup de gens admettent de nos jours que l'association des Kogleweogos, association légalement reconnue par le gouvernement burkinabè et dont les membres ont maintenant des uniformes distinctives et une carte de membre, a énormément contribué à faire reculer l'insécurité au Burkina Faso, surtout dans les zones rurales et péri-urbaines.

b. Les volontaires pour la défense

Le 7 novembre 2019, le président de l'époque Roch Marc Christian Kaboré appelle à une mobilisation citoyenne « pour la défense du Faso » afin de renforcer rapidement les capacités des forces armées. Le 21 janvier 2020, le parlement Burkina Faso vote une loi sur le recrutement de volontaires pour la défense de la patrie destinés à servir d'auxiliaires des forces de sécurité dans la lutte contre les groupes djihadistes. Ils sont recrutés dans leurs zones de résidences et bénéficient d'une formation militaire de quinze jours et seront chargés d'exécuter des missions de surveillance, d'information et de protection.

Parmi ses VDP (volontaire pour la défense de la patrie) s'est démarqué Ladji Yoro, Soumaila Ganamé à l'État civil, auparavant agriculteur, mort en héros au combat le 23 décembre 2021 à l'âge de 42 ans. Il était producteur maraîcher à Yoro, un village malien à quelques encablures de la frontière burkinabè. Fin stratège, avec une capacité à détecter et désamorcer des engins explosifs improvisés, Yoro s'est vite taillé une réputation de guerrier hors pair. On raconte qu'il pouvait neutraliser des dizaines de terroristes à lui tout seul. La perte de ce héros national a contribué à freiner la lutte contre le terrorisme menée par le pays, car elle a accéléré le déplacement des populations qui bénéficiaient de la protection du regretté.

c. Les groupes Dozos

Les Dozos appartiennent à une confrérie transnationale de chasseurs traditionnels de près de 4000 membres, présente en Afrique de l'Ouest. En plus de leur rôle en rapport avec la tradition, cette milice participe activement à la lutte contre l'insécurité dans les zones rurales, particulièrement dans l'Ouest du pays. La tentative d'implantation des koglwego dans la région des hauts bassins en 2015 a suscité de vives tensions, voire des affrontements avec les Dozos.

Ces chasseurs Dozos trouvent la force d'affronter les groupes djihadistes grâce à des cérémonies traditionnelles. En effet, ils placent leur sort entre les mains des croyances traditionnelles. Selon les croyances traditionnelles des membres de ce service d'ordre parallèle, leurs armes de défenses sont des objets rituels, qui les protégeraient lors des combats avec les djihadistes. Une préparation de 13 plantes, mélangée à une eau dans laquelle une flèche de métal a trempé pendant 72 heures, les rendrait même à l'épreuve des balles, selon eux.

Cependant, ces croyances ne sont pas du goût de tout le monde et de nombreux chefs religieux craignent que ces croyances ne donnent un faux sentiment de sécurité à ces miliciens mal entraînés et mal équipés.

Chapitre 5 : Analyse et critiques

Cette partie de notre mémoire vise à jauger jusqu'à quel point les différentes interventions et initiatives du gouvernement ont réussi à gérer et à réduire les attaques terroristes sur le territoire burkinabè. Il est difficile de mesurer l'impact et le niveau de succès des différentes interventions contre l'extrémisme violent, et ce, à cause de la difficulté de collecter les données requises pour renseigner les indicateurs de performance et aussi, il faut le dire, malgré les résultats obtenus, des efforts restent à faire sur un pays comme le Burkina Faso.

A. Mérites et insuffisances du dispositif sécuritaire au Burkina Faso

Les FDS burkinabè ne manquent pas de mérites, spécialement en matière de courage et de professionnalisme dont ils ont fait preuve dans les missions gouvernementales de lutte contre le terrorisme, mais partout ailleurs comme les missions onusiennes de maintien de la paix.

Au début des attaques djihadistes au Burkina Faso, notamment celle contre l'hôtel splendide et le restaurant Cappuccino en janvier 2016, on pouvait constater le débordement des forces armées burkinabè, qui faisaient face à un combat jamais auparavant mené. Mais de nos jours on assiste à une nette amélioration des contre-offensives menées par les FDS burkinabè, qui sont de plus en plus rapides et efficaces sans un grand besoin d'aide étrangère comme nous avons pu le voir plus haut avec l'opération Otapuanu.

Il ne fait l'ombre d'aucun doute que les capacités opérationnelles des forces anti terroristes burkinabè se sont grandement renforcées depuis 2016. En témoigne par exemple une opération qu'elles ont menée au petit matin du 20 avril 2018 et qui a permis de mettre aux

arrêts une vingtaine de terroristes et leurs complices dont un chef de guerre renommé. Poursuivant leurs opérations de bouclage jusqu'au 27 avril non seulement à la frontière Nord mais aussi dans les forêts de Nakortougou et Foutouri à l'Est du pays, les forces armées nationales ont interpellé plus d'une centaine de personnes suspectes, arrêté des individus recherchés, saisi du matériel et neutralisé des engins explosifs. De même, fin mars, les forces de sécurité avaient débusqué des présumés terroristes et saisi une importante quantité d'armes et de munitions dans une autre forêt à l'Est du pays. De plus, des mesures supplémentaires en matière de sécurité ont été prises dans la lutte contre le terrorisme. On peut citer entre autres les brigades de veille et de défense patriotique sur toute l'étendue du territoire.

Cependant, il faut avouer que l'appareil sécuritaire du pays représente un certain nombre de défaillances qui peut expliquer une telle ampleur de la crise terroriste. Les mesures militaires de contre-terrorisme peinent à fonctionner efficacement pour des raisons inhérentes à la conception, à l'organisation et à la mise en œuvre. Toutes ces raisons restent non seulement liées à la réalité des armées burkinabè mais surtout à la fragilité de l'État lui-même.

Dans son livre intitulé *Le Général Gilbert Diendere parle*, Atiana Serge Oulon, journaliste burkinabè a dressé un bilan de santé des FDS burkinabè et du climat qu'il y a en leur sein (Oulon, 2018). Il en ressort que les FDS souffrent d'un certain nombre de faiblesses qui sapent l'esprit de corps, leur caractère républicain, l'unité et la confiance dans leurs rangs, et finalement leur efficacité opérationnelle pour assurer la sécurité des personnes et des

biens dans le pays. La première de ces faiblesses est la politisation de l'armée avec l'accaparement et l'exercice du pouvoir par des militaires de 1966 à 2014. La deuxième est la gestion financière peu vertueuse et la corruption au sein des forces armées : manque de transparence, détournements, impunité pour certains officiers fautifs, affairisme, clientélisme, promotions sur des bases purement subjectives et politiques créant la division et beaucoup de frustrations parmi les éléments des FDS. La troisième faiblesse est l'indiscipline manifestée notoirement par les pillages de commerces et la destruction de biens pendant des mutineries qui ont eu lieu en 2011 et qui ont failli ébranler le régime Compaoré. Et enfin, le dépouillement des autres corps et unités des FDS au profit du Régiment de Sécurité Présidentielle (RSP), un corps d'élite privilégié, qui bénéficiait de tous les entraînements et équipements pour assurer la protection du président et de sa famille (Oulon, 2018, p.143-163)

Le RSP, dissout par le gouvernement de la transition en 2015 après le putsch manqué, était devenu comme la colonne vertébrale de l'appareil sécuritaire burkinabè à telle enseigne que le Général Dienderé, chef d'État-major particulier de la présidence et patron des services de renseignement sous Blaise Compaoré, a pu dire dans une interview à Radio Liberté en septembre 2015 que malgré les défauts du RSP, sa dissolution va créer un certain nombre de problèmes que nous allons constater plus tard (Oulon, 2018, p.150-151)

Serge Oulon conclut en disant que toutes ces situations engendrent un commandement défaillant, crise de confiance entre différentes catégories de l'armée (militaires de rang, sous-officiers et officiers), régression de la capacité opérationnelle, mauvais renseignement des chefs militaires (2018, p.177). Au fil du temps, l'armée qui est caractérisée par la loyauté, le respect de la hiérarchie, le sacrifice, le patriotisme, et la cohésion, est ébranlée.

On comprend donc que l'appareil sécuritaire burkinabé, malgré le courage et la bonne volonté des hommes et des femmes qui le constituent, a besoin de pouvoir efficacement contribuer à la sécurisation et au développement du pays. L'équipement militaire désuet du Burkina Faso a besoin d'être mis à jour et adapté aux menaces sécuritaires actuelles pour permettre aux FDS par exemple de surveiller le territoire sans tomber dans des embuscades ou sans exploser sur des engins explosifs improvisés.

Le gouvernement actuel semble avoir compris ce besoin de renforcement des capacités militaires en adoptant le Plan stratégique 2018-2022 pour la réforme des Forces Armées Nationales et la loi de programmation militaire quinquennale d'un coût de plus de 725 milliards de FCFA. En outre, l'unité est loin de régner au sein des forces armées burkinabè comme l'a montré la division en leur sein face à la tentative de coup d'État manqué du Général Dienderé et du RSP en septembre 2015.

Par ailleurs, les opérations militaires anti-terroristes dans le Sahel ouest-africain ont besoin de travailler davantage à gagner la confiance et la collaboration des populations locales. Les insurrections jihadistes locales contre les gouvernements du Mali, du Niger et du Burkina Faso et contre leurs FDS font partie d'une stratégie du mouvement jihadiste international qui consiste à coopter et s'allier avec ces insurrections locales en exploitant leurs griefs contre les gouvernements alliés des puissances occidentales et en reflétant les intérêts et objectifs locaux. Étant donné que les mouvements djihadistes se présentent comme des défenseurs des droits des populations qui se sentent marginalisées et oubliées par les gouvernements nationaux, la lutte anti-terroriste doit non seulement chercher à détruire les cellules terroristes actives et dormantes mais aussi à gagner la confiance,

l'affection et la collaboration des populations locales en se présentant, mieux que les groupes terroristes, comme les protecteurs de ces populations. Connaître le terrain aussi bien que les combattants terroristes souvent recrutés localement est certes impérieux, mais Insuffisant.

En outre, l'émergence de groupes d'auto-défense dans un pays est un symptôme, un indicateur rouge du niveau d'insécurité, de la défaillance de son appareil sécuritaire et du degré de fragilité de l'État. Au Burkina Faso, les Koglweegos ont surgi en réponse au nombre insuffisant du personnel des FDS, au faible maillage du territoire par les FDS. Les FDS remplissent leurs missions avec une logistique et un équipement peu adapté aux menaces sécuritaires actuelles. Il faut reconnaître que ces groupes d'autodéfense peuvent devenir eux-mêmes une menace à la sécurité des populations et à la paix sociale surtout s'ils échappent au contrôle des autorités publiques, d'où la nécessité de les encadrer. Sans encadrement et sans formation de base qui leur permette de comprendre les exigences des droits de l'homme et du droit burkinabè, et sans sanction, les mesures énoncées par le gouvernement (telles que l'interdiction de port d'armes sans autorisation préalable) risquent de ne pas être prise en compte. Aussi, les Koglweegos risquent de continuer à violer les droits de l'homme et d'entrer en compétition avec les forces de sécurité et les juges de l'État, auxquels ils semblent tenter de se substituer dans certains cas.

B. Limites des stratégies de lutte contre le terrorisme

Pour véritablement lutter contre le terrorisme, il est évident et nécessaire avant d'envisager des actions à entreprendre, de bien cerner les tenants et les aboutissants du phénomène, d'intégrer les facteurs déterminants qui favorisent l'émergence de l'extrémisme violent et sa propagation. L'absence véritable de stratégies nationales constitue l'obstacle majeur qui se dresse sur le chemin des réponses conçues à l'encontre des groupes terroristes. En effet, ce n'est qu'en 2021 qu'une stratégie nationale de lutte contre le terrorisme a été élaborée par le gouvernement Kaboré, mais n'a pas été adoptée, d'où sa non mise en œuvre jusqu'à présent. Aussi, avec le nouveau gouvernement en place, celui de Damiba, il est pertinent de se poser la question sur l'avenir de cette stratégie nationale élaborée.

Tout plan d'action qui découle d'une stratégie bien pensée, doit en principe servir de boussole de marche ou de feuille de route vers la réalisation des objectifs fixés. A cet effet, en avril 2022, le nouveau premier ministre burkinabè Albert Ouédraogo organise une assise qui visait l'opérationnalisation de la stratégie nationale de lutte contre le terrorisme, ayant pour mission d'achever le processus d'approbation du document provisoire.

Par ailleurs, il faut noter d'abord qu'il y a une sérieuse méconnaissance de la menace terroriste dans le sens où les autorités burkinabè peinent à cerner contre quoi ils s'engagent vraiment. Dans les plus grands classiques de stratégie militaire, toute l'importance accordée à la connaissance de l'adversaire s'illustre ainsi : « connais ton ennemi et connais-toi toi-même ; eussiez-vous cent guerres à soutenir, cent fois vous serez victorieux. Si tu ignores ton ennemi et que tu te connais toi-même, tes chances de perdre et de gagner seront égales. Si tu ignores à la fois ton ennemi et toi-même, tu ne compteras tes combats que par tes défaites ». (Damiba p.127).

On dénote ensuite une certaine passivité opérationnelle en réponse à l'extrémisme violent dans le sens où les efforts des forces armées burkinabè sont plus portés vers comment se protéger du terrorisme et non comment le vaincre. Une des réalités de la lutte engagée est que les initiatives à l'échelle nationale ou régionale privilégient les actions défensives en lieu et place des actions offensives. La cadence accélérée des recrutements de soldats et les générations constantes de forces débouchent sur des déploiements incessants de troupes dans les zones où l'activité terroriste est préoccupante. Une fois sur les positions, les unités, dans un balai quotidien ne cessent de remplir leurs obligations tactiques en marquant leur présence par des patrouilles, des postes de contrôle et bien d'autres actions de surveillance. Dans le panorama des actions tactiques, on note que la prééminence est donnée aux missions de sûreté et défensives (Damiba, 2021, p.128), d'où la passivité opérationnelle dont fait preuve l'armée nationale. C'est seulement dans de rares cas que les armées nationales ou les coalitions ont entrepris des actions offensives ciblées sur des terroristes préalablement identifiés et localisés.

Par ailleurs, les problèmes sécuritaires persistants auxquels le Burkina Faso et les pays du Sahel font face trouvent leur source dans les faiblesses structurelles ontologiques qui les empêchent d'assumer pleinement et de façon satisfaisante leurs fonctions régaliennes en tant qu'États souverains. Un exemple concret est que pour l'opérationnalisation de la force du G5 Sahel ou pour la mise en œuvre du Programme d'Urgence pour le Sahel au Burkina Faso, l'État est encore fortement dépendant du soutien logistique, financier, et même militaire des puissances étrangères. Plus encore les services de renseignements manquent de personnel, de formation et d'équipements adéquats et les forces spéciales des pays

sahéliens dépendent encore beaucoup de leurs alliés français dans la traque des chefs djihadistes.

En outre, le Burkina est un pays fragile du fait de ses faibles capacités et par l'incapacité des membres de l'État à faire face aux besoins de la population dans plusieurs domaines (sécurité, santé, éducation etc.) et les causes de cette fragilité sont multiples et complexes. Mis à part l'insuffisance des ressources, les causes de ce problème sont de deux ordres. Premièrement, une cause d'ordre éthique caractérisée par un manque de bonne gouvernance, l'incivisme, et la corruption. Alors que, sans attachement à des valeurs éthiques et civiques fondamentales, et sans application rigoureuse des lois en vigueur de façon égale pour tous, la paix et la sécurité au Burkina Faso sera difficile à instaurer.

En outre, une des limites se situe aussi au niveau des moyens pris pour la lutte contre l'extrémisme violent. Celle-ci se fait presque toujours sous forme de projets de quelques années avec des financements insuffisants. Alors que, pour endiguer les causes politiques et socio-économiques de l'extrémisme violent au niveau structurel il faut engagement plus consistant avec d'énormes ressources. De petites activités temporaires pour promouvoir la bonne gouvernance, la redevabilité, la participation citoyenne, ou des efforts de courte durée pour donner des formations professionnelles et des opportunités d'emploi aux jeunes vulnérables ne sont pas en mesure de résoudre le problème. Il est essentiel de souligner aussi que le temps très court de la mise en œuvre des projets, généralement d'un à cinq ans, ne permet pas aux projets d'avoir un impact durable avec des résultats tangibles significatifs. Ainsi, maximiser l'impact des projets reviendrait à être plus flexible dans leur

mise en œuvre et accorder une attention particulière au contexte spécifique de chaque pays même si les problèmes traités ont souvent une dimension régionale.

Pour continuer, dans la stratégie de lutte contre le terrorisme mondiale des Nations Unies, les mesures répressives doivent être complétée par des démarches préventives. A cet effet, l'un des piliers de cette stratégie repose sur les mesures visant à éliminer les conditions propices à la propagation du terrorisme. Ces conditions propices à la radicalisation sont exacerbées dans les pays Ouest- africain, notamment au Burkina Faso, où les mesures visant à éliminer les conditions propices à la radicalisation ne semblent pas figurer sur la liste des priorités gouvernementales. En effet, le phénomène de radicalisation, y compris sa forme violente, est toujours multifactoriel et doit toujours être analysé dans un contexte historique, géographique et socio-économique spécifique. Dans le cas de l'espace saharo-sahélien contemporain, notamment au Burkina Faso, le gouvernement peine à instaurer des systèmes de gouvernance efficace surtout dans les régions peu peuplées et éloignées des grands centres urbains. Ainsi, la corruption est fortement présente dans les administrations publiques, ce qui entraine une perte de confiance soutenus et protégés. Dans ce contexte, les groupes extrémistes religieux offrent des solutions alternatives en répondant aux besoins notamment au niveau des infrastructures et des soins de santé¹.

A cette situation s'ajoute le manque de perspectives lié à la rareté des emplois vacants, accru par un manque d'éducation, le tout menant à une grande pauvreté et à une frustration

¹ Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Prévenir et lutter contre l'extrémisme religieux : une approche axe sur le développement.

grandissante. Ces facteurs font le jeu des bandes criminelles organisées et des extrémistes religieux qui offrent des opportunités de gains rapides liés à des trafics en tous genres à l'écart des chemins légaux. Si ces processus ne sont pas déterministes, il ne fait pas de doute qu'un tel contexte accroît fortement la probabilité de voir les processus de radicalisation d'une frange de la population, en particulier les jeunes adultes, prendre de l'ampleur.

A tout cela, il faut rajouter que les résultats attendus des projets de lutte contre l'extrémisme violent sont difficilement mesurables et atteignables en l'espace de quelques années. En effet, il faut souvent résoudre des problèmes structurels de base sur le long terme pour pouvoir réaliser ces projets, ce qui suppose des interventions plus robustes sur un plus long temps et avec plus de ressources.

Pour terminer, la limite des stratégies actuelles réside dans la collaboration et la coordination insuffisantes entre le gouvernement Burkinabè et les partenaires techniques et financiers dans les pays du Sahel aussi bien au niveau national qu'au niveau régional. On remarque une dispersion, un manque de coordination et de synergie entre le gouvernement et les acteurs internationaux comme les Nations Unies, la Banque Africaine de Développement, l'Union Africaine, etc., qui interviennent au Sahel dans le sens où chaque institution a sa propre mission et élabore sa propre stratégie sans pour autant essayer de l'adapter au contexte burkinabè à travers une réelle consultation du gouvernement. (Diallo p.94). Ceci donne lieu à de multiples stratégies différentes dans la même région. Pour le cas du Burkina Faso, la lutte anti-terroriste ainsi que les défis de gouvernance, de lutte contre la pauvreté, d'éducation ou de sensibilisation des masses, ou encore de

protection de l'environnement, auxquels les partenaires techniques et financiers (PTF) s'attaquent aux côtés du gouvernement burkinabè, sont des défis énormes sur lesquels les peu de ressources sont mobilisées et investies de façon isolée et arrivent difficilement à avoir des effets significatifs et durables. Même s'il est vrai que des efforts ont été consentis entre les PTF ont été réaliser au Burkina à travers des rencontres d'échange régulier, surtout pour les PTF intervenant dans le même domaine, cela ne reste qu'un premier pas qui devrait mener à une vraie coordination et à une synergie active entre les différentes interventions.

Conclusion

Le terrorisme a longtemps été une réalité lointaine pour les burkinabè. Au point où certains en étaient venus à penser que le Burkina Faso était un havre de paix épargné par l'hydre terroriste. Mais, cette illusion a vite disparu en 2015 pour donner suite aux attaques répétées au Sahel et à Ouagadougou. Du Mali voisin, les groupes jihadistes ont étendu non seulement leurs opérations mais aussi leur présence au Burkina Faso.

Dans le cadre de cette étude, nous nous sommes focalisés sur les mécanismes et stratégies mises en place par le Burkina Faso pour la lutte anti-terroriste. En plus des efforts déployés par le gouvernement pour lutter contre l'extrémisme violent, à travers les réponses militaires et non militaires, les citoyens se sont aussi mobilisés pour prêter renfort aux forces armées à travers des associations telles que les koglweogo, les Dozo et les volontaires pour la défense de la patrie.

Dans notre mémoire, nous avons aussi mis en exergue les limites des stratégies de lutte anti-terroriste au Burkina Faso. Nous avons recensé une méconnaissance de la menace terroriste, une passivité opérationnelle des forces de sécurité burkinabè dans la réponse à l'extrémisme violent, des faiblesses structurelles, des problèmes liés à la mal gouvernance dû à l'instabilité politique que traverse le pays depuis quelques années déjà, etc. La question qui est à l'ordre du jour sur la scène internationale est celle des moyens par lesquels la violence djihadiste peut être résolue.

Bien que la cessation de toute violence terroriste qui se traduirait par l'arrêt définitif des attaques terroristes soit idéalement le souhait des citoyens comme des gouvernants, la

plupart des initiatives de lutte anti-terroriste visent plus modestement le but réaliste d'accroître la résilience des populations à l'extrémisme violent.

Certains groupes islamistes tels que Boko Haram ont basculé dans la violence après avoir subi une série de répression sanglante des forces de sécurité. La question se pose donc de savoir si le dialogue pour essayer de comprendre et de raisonner les mouvements djihadistes porterait plus de fruit que la répression. L'exemple du Mali avec le président Amadou Toumani Touré dont les efforts de négociation avec les groupes djihadistes et les rebelles Touarègues se sont soldés par un échec cuisant en 2012 ne semble pas conforter cette thèse.

La stratégie anti-terroriste mondiale des Nations Unies souligne que les mesures répressives doivent être complétées par des démarches préventives. C'est en intégrant la prévention dans la démarche globale que le nombre des facteurs qui conduisent certaines personnes à rallier des groupes extrémistes violents sera limité. Parmi ces mesures préventives de conflit et d'explosion de violence recommandées, l'on ne peut inclure le dialogue tout comme l'usage de la force légitime.

Cependant, pour beaucoup de gens, il est hors de question de négocier avec les terroristes et d'accorder une amnistie pour les membres de tels groupes. Au Burkina Faso, le président Blaise Compaoré, dont les contacts avec les leaders des groupes jihadistes lui avaient permis de jouer un rôle de médiateur et de négocier la libération de certains otages occidentaux, avait réussi à épargner son pays de la furie des terroristes. Mais sa relation privilégiée avec ces groupes a été considérée comme une collusion inacceptable.

En 2015, le Secrétaire des Nations Unies, dans un rapport intitulé stratégie anti-terroriste mondiale des Nations Unies : plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent², invitait chaque État membre à envisager un plan national d'action contre l'extrémisme violent dans lequel il fixera les mesures à appliquer qui viendra compléter la stratégie nationale de lutte contre le terrorisme. Il est grandement temps que le Burkina Faso ainsi que les autres pays du G5 Sahel mettent en place une stratégie et un plan d'action clair, tout en suivant les orientations données dans le rapport que nous venons de citer.

De plus, toute stratégie et plan d'action contre le terrorisme se doit de respecter des conditions de base afin de donner des résultats tangibles. Il faut d'abord une analyse et une compréhension en profondeur de la menace terroriste et de la dynamique de l'extrémisme violent en général dans le pays et dans la région. Ensuite, ils doivent tenir compte des bonnes pratiques et des leçons apprises de l'expérience d'autres pays et doivent être éclairés par des résultats et recommandations des recherches sur l'extrémisme violent et sur les approches différentes pour les combattre. Ces principes tirés de leçons apprises d'expériences de lutte anti-terroriste à travers le monde sont certainement utiles, mais ils ne sont nullement des recettes miracles et ne doivent pas éluder la complexité de la tâche. Enfin, Ils doivent déterminer des priorités et allouer des ressources conséquentes pour la programmation et la mise en œuvre d'actions pertinentes en vue de prévenir non seulement les attaques terroristes mais aussi la radicalisation et le recrutement des personnes locales par des groupes extrémistes.

² Bureau de lutte contre le terrorisme, Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies.

Bibliographie

ASSANVO, William, « Menace terroriste en Afrique de l'ouest : État des réponses nationales, régionales et internationales », 09/2012, Observatoire de la vie diplomatique en Afrique, <http://docplayer.fr/20738456-Menace-terroriste-en-afrique-de-l-ouest-etat-des-reponses-nationales-regionales-et-internationales.html>

AUGE, Axel, « Les armées africaines et le développement : une transformation nécessaire », 08/2011, Bulletin du maintien de la paix, http://www.operationspaix.net/DATA/DOCUMENT/3992~v~Les_armees_africaines_et_le_developpement__une_transformation_necessaire.pdf

Abdoul Karim Saidou, “La participation citoyenne dans les politiques publiques de sécurité en Afrique : analyse comparative des exemples du Burkina Faso et du Niger”, International Development Policy | Revue internationale de politique de développement, en ligne: <http://journals.openedition.org/poldev/3209>; DOI: <https://doi.org/10.4000/poldev.3209>

Action pour la sécurité humaine en Afrique (ASHA), *Rapport d'enquête sur la sécurité pilotée par les communautés au Burkina Faso. Les Koglweogo*, http://issh-edu.com/wp-content/uploads/2018/10/Rapport-de-synth%C3%A8se_ENQUETE-SUR-LA-SECURITE-PILOTEE-PAR-LES-COMMUNAUTES-Asha.pdf

AfricaNews, Burkina Faso : à la rencontre des « invincibles » chasseurs, 29/04/2021, Dozos. <https://fr.africanews.com/2021/04/29/burkina-faso-a-la-rencontre-des-invincibles-chasseurs-dozos/>

Agence France presse (AFP) via Jeune Afrique (JA), La force du G5 Sahel reprend ses opérations, 20/01/2019, <https://www.jeuneafrique.com/711553/politique/la-force-du-g5-sahel-reprend-ses-operations/v>

Agence France-Presse (AFP) via Le Point, *Sahel: La force Barkhane les yeux rivés sur le Burkina*, 10/10/2018, https://www.lepoint.fr/societe/sahel-la-force-barkhane-les-yeux-rives-sur-le-burkina-10-10-2018-2261889_23.php

Agence France-Presse (AFP) via TVA Nouvelles, *Le Burkina, nouveau carrefour jihadiste*, 10/05/2019, <https://www.tvnouvelles.ca/2019/05/10/le-burkina-nouveau-carrefour-jihadiste>

BAGAYOKO, Niagalé, Fahiraman Rodrigue Koné, «Les mécanismes traditionnels de gestion des conflits en Afrique subsaharienne», 06/2017 , centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix,

<https://file:///C:/Users/lsara051/Downloads/les%20mecanismes%20traditionnels%20de%20%20gestion%20des%20conflits%20en%20afrique%20subsaharienne.pdf>

Barma, A. Y, Burkina Faso : le climat d'insécurité mine le tourisme. La Tribune, 05/09/2017, <https://afrique.latribune.fr/economie/conjoncture/2017-09-05/burkina-faso-le-climat-d-insecurite-mine-le-tourisme-749097.html>

Boudani, Y, Afrique économie - Burkina Faso : les conséquences de l'insécurité dans l'Est sur l'économie. RFI 29/05/2019, <https://www.rfi.fr/fr/emission/20190529-burkina-faso-consequences-insecurite-est-economie>

Bureau de la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA), *Burkina Faso: Plan d'Urgence, février 2019*, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/bfa-hwp-20190211-web_1.pdf

Burkina Faso, Nations Unies Maintien de la paix, 2019, <https://peacekeeping.un.org/fr/burkina-faso>

Burkina Faso : l'opération Doofu doit viser à protéger toutes les communautés, en particulier les peuls. Intellivoire, 01/07/2019, <https://intellivoire.net/burkina-faso-operation-doofu-doit-viser-a-protoger-toutes-les-communautes-en-particulier-les-peuls/>

Conseil de sécurité des Nations unies, *Activités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Rapport du Secrétaire général*, https://unowas.unmissions.org/sites/default/files/n1846131_0.pdf

Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques (Eizenga D.), *La détérioration de la situation sécuritaire au Burkina Faso*, https://dandurand.uqam.ca/wp-content/uploads/sites/3/2019/04/Bulletin-FrancoPaix-vol-4_no-3_EN.pdf

Counter Extremism Project, *Burkina Faso: Extremism & Counter-Extremism*, https://www.counterextremism.com/sites/default/files/country_pdf/BF-12142018.pdf

DEVLIN-FOLTZ, Zachary, «Les États fragiles de l'Afrique: Vecteurs de l'extrémisme, exportateurs du terrorisme», 08/2010, Centre d'études stratégiques de l'Afrique, <https://africacenter.org/wp-content/uploads/2016/06/ASB06FR-Les-Etats-fragiles-de-l%E2%80%99Afrique-vecteurs-de-l%E2%80%99extr%C3%A9misme-exportateurs-du-terrorisme.pdf>

Faivre, A, Burkina Faso : mort d'un héros national, Ladjï Yoro. Le Point, 29/12/201, https://www.lepoint.fr/afrique/burkina-faso-mort-d-un-heros-national-ladji-yoro-29-12-2021-2458452_3826.php

Fondation pour la recherche stratégique (FRS) (Sangare B.), *Peuls et djihadisme dans les pays du Sahel et d'Afrique de l'Ouest*, <https://www.frstrategie.org/programmes/observatoire-du-monde-arabo-musulman-et-du-sahel/peuls-et-djihadisme-dans-les-pays-du-sahel-et-d-afrique-de-l-ouest-201911>

Frontières et conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest | READ online, oecd-ilibrary.org, 2021, https://read.oecd-ilibrary.org/development/frontieres-et-conflits-en-afrique-du-nord-et-de-l-ouest_325c4747-fr#page7

Frontières, sécurité et développement en Afrique de l'Ouest | READ online, oecd-ilibrary.org, 2019, https://read.oecd-ilibrary.org/development/frontieres-securite-et-developpement-en-afrique-de-l-ouest_74a9db76-fr#page9

Gros-Verheyde, N, L'opération Panga et Bayard près du Burkina Faso. Le blog de B2 Quotidien de l'Europe géopolitique, 11/09/2019, <https://www.bruxelles2.eu/2017/05/loperation-panga-et-bayard-pres-du-burkina-faso/>

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) (Nsimba J.), Monitoring de la stabilité régionale dans le bassin sahélien et en Afrique de l'Ouest – Octobre à décembre 2018, Note d'Analyse du GRIP, <https://www.grip.org/fr/node/2704>

HEITMAN, Helmoed, « Optimiser les structures des forces de sécurité africaine », 05/2011, Centre d'études stratégiques de l'Afrique, <https://africacenter.org/wp-content/uploads/2016/06/ASB13FR-Optimiser-les-structures-des-forces-de-s%C3%A9curit%C3%A9-africaine.pdf>

Human Rights Watch (HRW), « *Le jour, nous avons peur de l'armée, et la nuit des djihadistes* ». *Abus commis par des islamistes armés et par des membres des forces de sécurité au Burkina Faso*, https://www.hrw.org/sites/default/files/report_pdf/burkinafaso0518fr_web3.pdf

Hussein Solomon (2015) Critical Terrorism Studies and Its Implications for Africa, *Politikon*, 42:2, 219-234, DOI: 10.1080/02589346.2015.1041671

Institute for Security Studies (ISS) (Maïga I.), *Le coût des mesures de lutte contre le terrorisme pour les populations civiles dans la région du Liptako-Gourma*,

<https://issafrica.org/fr/iss-today/le-cout-des-mesures-de-lutte-contre-le-terrorisme-pour-les-populations-civiles-dans-la-region-du-liptako-gourma>

IPE, Jason, James Cockayne et Alistair Millar, « La mise en œuvre de la stratégie antiterroriste mondiale de l'ONU en Afrique de l'Ouest », Center on Global Counterterrorism coopération, http://globalcenter.org/wp-content/uploads/2010/09/WestAfrica_report_french.pdf

Jeune Afrique (JA) (Roger B.), *Menace jihadiste : l'Afrique de l'Ouest en état d'urgence*, 20/05/2019, https://www.jeuneafrique.com/mag/776655/politique/menace-jihadiste-lafrique-de-louest-en-etat-durgence/?utm_source=facebook.com&utm_medium=social&utm_content=jeune_afrique&utm_campaign=post_articles_facebook_20_05_2019

Jeune Afrique (JA), *Burkina Faso : cinq militaires tués dans l'explosion d'engins artisanaux*, 18/03/2019, <https://www.jeuneafrique.com/750686/politique/burkina-faso-cinq-militaires-tues-dans-lexplosion-dengins-artisanaux/>

Jeune Afrique (JA), *Burkina Faso : les autorités dépassées face aux attaques jihadistes?* 23/10/2018, https://www.jeuneafrique.com/651476/politique/burkina-faso-les-autorites-depassees-face-aux-attaques-jihadistes/?fbclid=IwAR2Dlng4_T6idip77F5Bg7tixN65hm7x9w5Hubz3Df2kLCkQih31FOP0Mc

Jeune Afrique (JA), *Burkina Faso : quatre morts dans une nouvelle attaque contre une église*, 26/05/2019, <https://www.jeuneafrique.com/780222/politique/burkina-quatre-morts-dans-une-nouvelle-attaque-contre-une-eglise/>

La MINUSMA déploie 140 Casques bleus Burkinabè dans la région de Gao, MINUSMA, 27/10/2020, <https://minusma.unmissions.org/la-minusma-d%C3%A9ploie-140-casques-bleus-burkinab%C3%A8-dans-la-r%C3%A9gion-de-gao>

L'Express du Faso, *Drame de Yirgou : Plus de 200 morts, selon le Collectif contre l'impunité et la stigmatisation des communautés*, 04/02/2019, http://www.lexpressdufaso-bf.com/index.php?l_nr=index.php&l_nr_c=aeb764a6a854dd20beb97ec048c4ac14&l_idp_a=9148

Le Monde (Douce S.), *Au Burkina Faso, les forces de sécurité démunies face aux djihadistes*, 04/12/2018, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/12/04/au-burkina-faso-les-forces-de-securite-demunies-face-aux-djihadistes_5392399_3212.html?utm_medium=Social&utm_source=Twitter#Echobox=1543922488

Le Monde (Guibert N.), *Sahel : l'opération « Barkhane » contrainte de s'adapter*, 04/12/2018, https://www.lemonde.fr/international/article/2018/12/04/sahel-l-operation-barkhane-contrainte-de-s-adapter_5392282_3210.html

Le Monde, *A l'ONU, le Burkina demande « une coalition internationale » antiterroriste pour le Sahel*, 17/05/2019, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/05/17/a-l-onu-le-burkina-demande-une-coalition-internationale-antiterroriste-pour-le-sahel_5463256_3212.html?fbclid=IwAR1ZRrjLJ7sdSk51ZFcxI-KbaJ3J3ZLkUQt2YJtm2HtkPRsXfPBXsmW3RA8

Le Monde, *Burkina Faso : le groupe djihadiste GSIM revendique les attaques de Ouagadougou*, 03/03/2018, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/03/03/burkina-faso-le-groupe-djihadiste-gsim-revendique-les-attaques-de-ouagadougou_5265358_3212.html

Les soldats de la paix du Burkina Faso sauvent des vies au Mali, MINUSMA, 18/06/2018, <https://minusma.unmissions.org/les-soldats-de-la-paix-du-burkina-faso-sauvent-des-vies-au-mali>

Nations unies, ONU Info, Burkina Faso : l'aide entravée par une insécurité persistante au nord du pays, 12/03/2019, <https://news.un.org/fr/story/2019/03/1038451>

NKALWO NGOULA Joseph Léa, « L'Union africaine à l'épreuve du terrorisme : forces et challenges de la politique africaine de sécurité », 04/2016, Thinking Africa, http://www.irenees.net/bdf_fiche-analyse-1076_en.html

OUEDRAOGO, Émile, « Pour la professionnalisation des forces armées en Afrique », 07/2014, Papier de recherche du Centre d'études stratégiques de l'Afrique, <https://africacenter.org/wp-content/uploads/2016/06/ARP06FR-Pour-la-professionnalisation-des-forces-arm%C3%A9es-en-Afrique.pdf>

Rapport de situation : Burkina Faso, OCHA.20/05/2022, <https://reports.unocha.org/fr/country/burkina-faso/>

Réseaux de conflit en Afrique du Nord et de l'Ouest | READ online, oecd-ilibrary.org,2021, https://read.oecd-ilibrary.org/development/reseaux-de-conflit-en-afrique-du-nord-et-de-l-ouest_80c03df7-fr#page14

Roland Benedikter & Ismaila Ouedraogo (2019) Saving West Africa from the rise of terrorism: Burkina Faso's 'Emergency Program for the Sahel' and the need for a multidimensional strategy, Global Change, Peace & Security,31:1, 113-119, DOI: 10.1080/14781158.2018.1449101

Saidou, A. K, L'après-Compaoré au « concret » : transition politique et réformes des politiques de sécurité au Burkina Faso. Politique et Société, 39(2), 81–110,2020, <https://doi.org/10.7202/1070040ar>

SEGOUN, Jean-Marc, « La société civile en Afrique de l'Ouest : Quels bilans dans l'émergence de la bonne gouvernance? », Thinking Africa, 05/2017, http://www.thinkingafrica.org/V2/wp-content/uploads/2017/05/ndr_28_societe-civile.pdf

Sidwaya, D, Opération Otapuanu : plusieurs présumés terroristes neutralisés, une centaine interpellée. Quotidien Sidwaya, 15/04/2019,
<https://www.sidwaya.info/blog/2019/04/14/operation-otapuanu-plusieurs-presumes-terroristes-neutralises-une-centaine-interpellee/>

Ouvrages

BLIN, A, Le terrorisme est trop complexe pour être défini, *Le Terrorisme : idées reçues*. Cavalier Bleu Éditions, 2005.

Bruce Hoffman, *Inside Terrorism: Revised and Expanded Edition*, New York: Columbia University Press, 2006

CHIADJEU, Moïse Leonard Jamfa, comment comprendre la « crise » de l'État postcolonial en Afrique? Un essai d'explication structurelle à partir des cas de l'Angola, du Congo-Brazzaville, du Congo-Kinshasa, du Liberia et du Rwanda, Allemagne, Peter Lang, 2005.

DANIEL, Serge, AQMI l'industrie de l'enlèvement, France, Fayard, 2012.

Diallo, Boubacar, Les armées d'Afrique de l'Ouest face à la menace des groupes politico-militaires, Paris, L'Harmattan, 2016.

Diallo, Nabons Laafi, Le terrorisme au sahel, dynamique de l'extrémisme violent et lutte anti-terroriste : un regard à partir du Burkina Faso, Paris l'Harmattan, 2020.

Diarra, Lassina, La CEDEAO face au terrorisme transnational. Mécanismes et stratégies de lutte, Paris L'Harmattan, 2016.

Damiba, Paul-Henri Sandaogo, Armée Ouest-Africaines et terrorisme : réponses incertaines? Paris, Edition les 3 colonnes, 2021.

NGAKOUTOU, Timothée, les limites de la démocratie subsaharienne, Paris l'Harmattan, 2005.

Chapitres d'ouvrages

AHO, Sophie Helene Félicité, « La démocratie africaine entre vice et vertu », dans Justine Bindedou-Yoman dir, Le procès de la démocratie en Afrique, Paris, l'Harmattan, 2016, p.63.

Atiana Serge Oulon, Le général Diendjere parle, Presses universitaires de Ouagadougou, 2018, p.143-177.

Chaliand, Gérard; Blin, Arnaud, Histoire du terrorisme; de l'antiquité à Al-Qaida, Bayard, Paris, 2006, p.113-117.

CLAUDOT-HAWAD, Hélène, « La « question touarègue » quels enjeux? », dans Michel Galy dir, La guerre au Mali. Comprendre la crise au sahel et au Sahara. Enjeux et zones d'ombre, Paris, La Découverte, p.125.

Del Valle, Alexandre, Le totalitarisme islamiste à l'assaut des démocraties, Édition des Syrtres, 2002, p.60-82.

FERET, Julien, Ana, PEYRO LLOPIS, « La lutte contre le terrorisme: instruments et institutions », dans Ludovic HENNEBEL, dir, Juger le terrorisme dans l'État de Droit, Bruxelles, Bruylant, 2009, p.263.

GIRAUD, Gregory, « Cinquante ans de tensions dans la zone sahélo-saharienne », dans Michel Galy dir. La guerre au Mali. Comprendre la crise au sahel et au Sahara. Enjeux et zones d'ombre, Paris, La Découverte, p.27.

HAYNIN DE BRY, Guy de, « La réforme des armées de l'Afrique subsaharienne. Mythe ou Réalité? », dans Axel Augé, Patrick Klaousen, dir, Réformer les armées africaines. En quête d'une nouvelle stratégie, Paris, Karthala, 2010, p.27.

MOHAMEDOU, Mohammad-Mahmoud Ould, « le nouveau « grand jeu » des puissances occidentales au Sahel », dans Michel Galy dir. La guerre au Mali. Comprendre la crise au sahel et au Sahara. Enjeux et zones d'ombre, Paris, La Découverte, p.58.

MOYENGA, Paul Marie, « Les politiques publiques de promotion de la jeunesse au Burkina Faso : entre ombres et lumières », dans Tiefing SISSOKO dir, Penser l'État, penser la jeunesse. Quelle gouvernance des politiques de jeunesse dans les États d'Afrique francophone? Paris, l'harmattan, 2016, p.207.

OURAGA Boniface Obou, « Institutions, démocratie et conflits en Afrique de l'ouest », dans Ngo Aké G.-M, Pierre Kipré dir., Conflits régionaux et indépendances nationales en Afrique de l'Ouest, Paris, l'Harmattan, 2011, p.89.